

Appendices

TABLE DES MATIÈRES

- A. Statistiques opérationnelles
- B. Projets approuvés au titre des contributions volontaires
- C. Assistance technique aux pays les moins avancés (PMA)
- D. Fonds non réservés à des fins spécifiques
- E. Programme de partenariat pays (PCP)
- F. Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels
- G. Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2020
- H. Présentations de pays/séminaires organisés par les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2020
- I. Représentation hors Siège
- J. Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI
- K. Perfectionnement du personnel
- L. Statistiques industrielles

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

APPENDICE A**STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES***Liste des tableaux*

- 1A. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique de 2017 à 2020, par partenaire financier
- 1B. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2020, par partenaire financier
2. Activités de coopération technique : montant net des crédits approuvés au titre des projets et dépenses de 2017 à 2020
- 3A. Activités de coopération technique : montant net des projets/subventions approuvés en 2019 et 2020, par partenaire financier
- 3B. Activités de coopération technique : montant net des projets approuvés en 2020, par partenaire financier et par région
4. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2019 et 2020, par partenaire financier et par élément de projet
5. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2020, par domaine d'activité et par région
6. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique de 2017 à 2020, par région
7. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2020, par région
8. Dépenses imputées au budget ordinaire et au budget opérationnel en 2020, par programme et par objet

Tableau 1A
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a de 2017 à 2020,
par partenaire financier
(En milliers de dollars É.-U.)

	2017	2018	2019	2020	%
Grand partenaire financier					
États Membres ^b	68 669	62 984	61 597	56 844	32,0 %
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	55 386	59 152	55 250	56 126	31,6 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	28 460	26 773	34 208	23 353	13,1 %
Union européenne (UE)	33 986	19 635	21 329	25 835	14,6 %
Autres pays ^c	4 806	7 447	5 742	3 889	2,2 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	5 986	5 618	4 800	3 507	2,0 %
Organismes des Nations Unies ^e	6 073	5 178	5 479	6 074	3,4 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	2 420	2 967	1 854	1 945	1,1 %
Total	205 786	189 664	190 259	177 673	100,0 %

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Tableau 1B
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2020,
par partenaire financier
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>États Membres^b</i>	<i>(milliers de dollars)</i>	<i>%</i>
Allemagne	3 397	1,9 %
Autriche	1 892	1,1 %
Bahreïn	1 490	0,8 %
Burkina Faso	292	0,2 %
Burundi	(3)	0,0 %
Chine	3 930	2,2 %
Chypre	7	0,0 %
Colombie	196	0,1 %
Espagne	488	0,3 %
Éthiopie	390	0,2 %
Fédération de Russie	2 256	1,3 %
Finlande	543	0,3 %
Guinée	47	0,0 %
Inde	824	0,5 %
Indonésie	(7)	0,0 %
International	1 447	0,8 %
Iran (République islamique d')	424	0,2 %
Israël	(2)	0,0 %
Italie	7 979	4,5 %
Japon	10 676	6,0 %
Maroc	1 064	0,6 %
Nigéria	561	0,3 %
Norvège	1 341	0,8 %
Oman	215	0,1 %
Pakistan	262	0,1 %
Panama	57	0,0 %
Pologne	22	0,0 %
République de Corée	2 042	1,1 %
République démocratique du Congo	104	0,1 %
Sao Tomé-et-Principe	169	0,1 %
Sénégal	286	0,2 %
Slovénie	52	0,0 %
Soudan	(35)	0,0 %
Suède	5 379	3,0 %
Suisse	8 971	5,0 %
Tchéquie	8	0,0 %
Venezuela (République bolivarienne du)	87	0,0 %
Zambie	(7)	0,0 %
	56 844	32,0 %

<i>États Membres^b</i>	<i>(milliers de dollars)</i>	<i>%</i>
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	56 126	31,6 %
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	23 353	13,1 %
Union européenne (UE)	25 935	14,6 %
Autres pays^c		
Australie	793	0,4 %
Belgique	232	0,1 %
Canada	913	0,5 %
États-Unis d'Amérique	1 962	1,1 %
France	(11)	0,0 %
	3 889	2,2 %
Programme ordinaire de coopération technique et RSA^d	3 507	2,0 %
Organismes des Nations Unies^e	6 074	3,4 %
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé^f	1 945	1,1 %
Total	177 673	100,0 %

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 2
Activités de coopération technique^a : montant net des crédits approuvés au titre des projets et dépenses de 2017 à 2020
(En millions de dollars É.-U.)

	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
	Total				États Membres ^b				Fonds pour l'environnement mondial (FEM)				Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal			
	Union européenne (EU)				Autres pays ^c				Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d				Organismes des Nations Unies ^e			
Report des crédits non utilisés	392,9	404,4	418,9	383,3	88,0	79,5	79,4	88,5	189,3	225,0	223,2	196,1	70,3	64,4	69,0	50,9
Montant net des crédits approuvés pour l'année	217,3	204,2	154,7	143,0	60,1	62,8	70,7	63,7	91,2	57,3	28,2	11,8	22,5	31,5	16,1	15,9
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	610,2	608,6	573,6	526,3	148,1	142,3	150,1	152,2	280,5	282,3	251,4	207,9	92,8	95,9	85,1	66,8
Dépenses	205,8	189,7	190,3	177,7	68,7	62,9	61,6	56,8	55,4	59,1	55,3	56,1	28,4	26,8	34,2	23,4
Crédits non utilisés à reporter	404,4	418,9	383,3	348,6	79,4	79,4	88,5	95,4	225,1	223,2	196,1	151,8	64,4	69,1	50,9	43,4
Report des crédits non utilisés	22,0	12,3	27,4	31,3	5,6	9,1	7,3	4,1	7,3	5,1	5,1	5,1	8,3	7,5	6,1	6,4
Montant net des crédits approuvés pour l'année	24,3	34,7	25,2	30,3	8,3	5,7	2,5	7,4	3,8	5,6	4,8	4,2	5,3	3,8	5,8	7,1
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	46,3	47,0	52,6	61,6	13,9	14,8	9,8	11,5	11,1	10,7	9,9	9,3	13,6	11,3	11,9	13,5
Dépenses	34,0	19,6	21,3	25,9	4,8	7,5	5,7	3,9	6,0	5,6	4,8	3,5	6,1	5,2	5,5	6,1
Crédits non utilisés à reporter	12,3	27,4	31,3	35,7	9,1	7,3	4,1	7,6	5,1	5,1	5,1	5,8	7,5	6,1	6,4	7,4

	2017	2018	2019	2020
	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f			
Report des crédits non utilisés	2,1	1,5	1,4	0,9
Montant net des crédits approuvés pour l'année	1,8	2,8	1,4	2,6
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	3,9	4,3	2,8	3,5
Dépenses	2,4	3,0	1,9	2,0
Crédits non utilisés à reporter	1,5	1,3	0,9	1,5

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses et 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Tableau 3A
 Activités de coopération technique^a : montant net des projets/subventions approuvés en 2019 et 2020, par partenaire financier

Grand partenaire financier	Nouveaux projets/subventions approuvés			Projets/subventions révisés			Montant total net des projets/subventions approuvés/révisés (milliers de dollars É.-U.)		%
	Nombre de projets/subventions	Montant des projets/subventions (milliers de dollars É.-U.)	Montant moyen des projets/subventions (milliers de dollars É.-U.)	Nombre de projets/subventions	Montant des révisions (milliers de dollars É.-U.)	Montant moyen des révisions (milliers de dollars É.-U.)	Montant total net des projets/subventions approuvés/révisés (milliers de dollars É.-U.)		
2020									
États Membres ^b	70	30 909	442	382	32 761	86	63 670	44,5	
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	34	13 529	398	171	(1 730)	(10)	11 799	8,2	
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	64	16 459	257	268	(556)	(2)	15 903	11,1	
Union européenne (UE)	4	8 763	2 191	37	21 565	583	30 328	21,2	
Autres pays ^c	6	4 860	810	18	2 580	143	7 440	5,2	
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	49	3 057	62	205	1 184	6	4 241	3,0	
Organismes des Nations Unies ^e	18	3 487	194	32	3 610	113	7 097	5,0	
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	11	2 260	205	22	291	13	2 551	1,8	
TOTAL	256	83 324	325	1 135	59 705	53	143 029		
2019									
États Membres ^b	104	47 520	457	405	23 178	57	70 698	45,7	
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	18	28 615	1 590	194	(400)	(2)	28 215	18,2	
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	56	18 469	330	256	(2 402)	(9)	16 067	10,4	
Union européenne (UE)	16	22 746	1 422	24	2 428	101	25 174	16,3	
Autres pays ^c	1	585	585	17	1 913	113	2 498	1,6	
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	71	3 884	55	182	946	5	4 830	3,1	
Organismes des Nations Unies ^e	10	3 722	372	32	2 088	65	5 810	3,8	

	Nouveaux projets/subventions approuvés			Projets/subventions révisés			Montant total net des projets/ subventions approuvés/ révisés (milliers de dollars É.-U.)	%
	Nombre de projets/ subventions	Montant des projets/ subventions (milliers de dollars É.-U.)	Montant moyen des projets/ subventions (milliers de dollars É.-U.)	Nombre de projets/ subventions	Montant des révisions (milliers de dollars É.-U.)	Montant moyen des révisions (milliers de dollars É.-U.)		
Grand partenaire financier								
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	6	831	139	22	598	27	1 429	0,9
TOTAL	282	126 372	448	1 132	28 349	25	154 721	

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 3B
Activités de coopération technique^a : montant net des projets approuvés en 2020, par partenaire financier et par région
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Grand partenaire financier</i>	<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)^a</i>	<i>États arabes d'Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>	<i>États arabes d'Asie occidentale</i>	<i>Europe et Asie centrale</i>	<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	<i>Projets mondiaux et interrégionaux^a</i>	<i>Total</i>
États Membres ^b	9 992	4 997	7 849	2 242	2 828	7 390	28 372	63 670
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	5 340	50	4 699	50	(211)	1 433	438	11 799
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	740	358	11 425	895	1 026	1 515	(56)	15 903
Union européenne (UE)	15 239	(18)	1 099	24	218	(208)	13 974	30 328
Autres pays ^c	786	2 659	1	0	0	0	3 994	7 440
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	752	31	564	195	231	101	2 367	4 241
Organismes des Nations Unies ^e	1 702	1 431	168	992	468	1 039	1 297	7 097
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	1 638	375	238	310	0	(190)	180	2 551
TOTAL	36 189	9 883	26 043	4 708	4 560	11 0808	50 566	143 029
TOTAL (Afrique)	46 072							
TOTAL (États arabes)	14 591							

^a Dont 0,5 million de dollars des États-Unis de crédits approuvés (montant net) au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 4
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2019 et 2020, par partenaire financier et par élément de projet
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Grand partenaire financier</i>	<i>Personnel engagé au titre des projets</i>	<i>Sous-traitance</i>	<i>Bourses et formation</i>	<i>Matériel</i>	<i>Divers</i>	<i>Total</i>
2020						
États Membres ^b	27 082	19 562	1 205	6 479	2 516	56 844
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	10 183	36 397	492	8 169	885	56 126
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	2 452	17 322	389	3 037	153	23 353
Union européenne (UE)	10 298	10 002	548	4 405	682	25 935
Autres pays ^c	1 724	1 730	391	(66)	110	3 889
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	2 738	562	56	20	131	3 507
Organismes des Nations Unies ^e	2 221	3 120	150	295	288	6 074
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	366	1 533	(6)	27	25	1 945
TOTAL	57 064	90 228	3 225	22 366	4 790	177 673
%	32,1 %	50,8 %	1,8 %	12,6 %	2,7 %	
2019						
États Membres ^b	31 471	13 785	5 753	8 035	2 553	61 597
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	12 579	31 671	1 434	8 649	917	55 250
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	4 016	22 473	693	6 836	190	34 208
Union européenne (UE)	8 240	7 872	1 237	3 205	775	21 329
Autres pays ^c	2 487	1 777	872	323	283	5 742
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	3 772	495	373	18	142	4 800
Organismes des Nations Unies ^e	2 349	1 965	766	241	158	5 479
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	824	551	355	2	122	1 854
TOTAL	65 738	80 589	11 483	27 309	5 140	190 259
%	34,6 %	42,4 %	6,0 %	14,4 %	2,7 %	

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Tableau 5
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2020,
par domaine d'activité et par région
(En milliers de dollars É.-U.)

	<i>Afrique</i> <i>(à l'exclusion</i> <i>des États</i> <i>arabes</i> <i>d'Afrique)</i>	<i>États arabes</i> <i>d'Afrique</i>	<i>Asie et</i> <i>Pacifique</i> <i>(à l'exclusion</i> <i>des États</i> <i>arabes d'Asie</i> <i>occidentale)</i>	<i>États arabes</i> <i>d'Asie</i> <i>occidentale</i>	<i>Europe</i> <i>et Asie</i> <i>centrale</i>	<i>Amérique</i> <i>latine</i> <i>et Caraïbes</i>	<i>Projets</i> <i>mondiaux</i> <i>et interrégionaux</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
Création d'une prospérité partagée	17 116	8 649	4 384	2 170	152	1 867	880	35 218	19,8 %
Renforcement de la compétitivité économique	7 479	971	3 510	1 669	1 273	3 408	9 617	27 927	15,7 %
Protection de l'environnement	12 019	6 450	45 024	2 060	11 220	12 539	18 586	107 898	60,7 %
Services transversaux	1 115	154	492	357	289	240	3 983	6 630	3,7 %
TOTAL	37 729	16 224	53 410	6 256	12 934	18 054	33 066	177 673	
Total (Afrique)	53 953								
Total (États arabes)	22 480								

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

Tableau 6
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a de 2017 à 2020, par région
(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Région</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>
<i>Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)</i>				
Projets de pays	40 209	39 713	36 185	34 391
Projets régionaux	13 536	7 444	6 380	3 338
Total partiel	53 745	47 157	42 565	37 729
<i>États arabes d'Afrique</i>				
Projets de pays	14 527	14 615	16 871	16 288
Projets régionaux	2 060	1 404	799	- 64
Total partiel	16 587	16 019	17 670	16 224
<i>Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)</i>				
Projets de pays	56 967	53 844	52 410	50 832
Projets régionaux	2 351	1 846	3 612	2 578
Total partiel	59 318	55 690	56 022	53 410
<i>États arabes d'Asie occidentale</i>				
Projets de pays	8 508	6 789	9 473	5 254
Projets régionaux	2 144	2 324	2 443	1 002
Total partiel	10 652	9 113	11 916	6 256
<i>Europe et Asie centrale</i>				
Projets de pays	12 323	12 305	8 576	7 369
Projets régionaux	982	4 147	5 559	5 565
Total partiel	13 305	16 452	14 135	12 934
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>				
Projets de pays	12 786	9 880	13 459	13 861
Projets régionaux	2 521	2 904	3 141	4 193
Total partiel	15 307	12 784	16 600	18 054
<i>Projets mondiaux et interrégionaux</i>	36872	32 449	31 351	33 066
TOTAL	205 786	189 664	190 259	177 673

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

Tableau 7
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique^a en 2020, par région
(En milliers de dollars É.-U.)

	Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)		États arabes d'Afrique		Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)		États arabes d'Asie occidentale		Europe et Asie centrale		Amérique latine et Caraïbes		Projets mondiaux et interrégionaux		Total	
		%		%		%		%		%		%		%		%
A. Par grand partenaire financier																
États Membres ^b	11 300	30,0	5 870	36,2	7 549	14,1	3 840	61,4	1 860	14,4	6 980	38,7	19 445	58,8	56 844	32,0
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	9 915	26,3	2 146	13,2	27 713	51,9	(14)	-0,2	9 792	75,7	6 226	34,5	348	1,1	56 126	31,6
Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	875	2,3	3 609	22,2	14 579	27,3	1 028	16,4	843	6,5	2 424	13,4	(5)	0,0	23 353	13,1
Union européenne (UE)	10 679	28,3	1 948	12,0	3 152	5,9	795	12,7	87	0,7	1 168	6,5	8 106	24,5	25 935	14,6
Autres pays ^c	1 196	3,2	1 847	11,4	–	0,0	–	0,0	–	0,0	–	0,0	846	2,6	3 889	2,2
Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	479	1,3	65	0,4	398	0,7	120	0,4	110	0,9	244	1,4	2 091	6,3	3 507	2,0
Organismes des Nations Unies ^e	2 204	5,8	492	3,0	20	0,0	237	0,1	242	1,9	998	5,5	1 881	5,7	6 074	3,4
Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	1 081	2,9	247	1,5	(1)	0,0	250	0,2	–	0,0	14	0,1	354	1,1	1 945	1,1
TOTAL	37 729		16 224		53 410		6 256		12 934		18 054		33 066		177 673	
TOTAL (Afrique)	53 953	30,4														
TOTAL (États arabes)	22 480	12,7														
B. Par élément de projet																
Personnel engagé au titre des projets	14 675	38,9	5 732	35,3	9 320	17,4	3 111	49,7	2 979	23,0	5 825	32,3	15 422	46,6	57 064	32,1
Sous-traitance	14 595	38,7	6 592	40,6	38 865	72,8	1 760	28,1	3 930	30,4	8 187	45,3	16 299	49,3	90 228	50,8
Bourses et formation	468	1,2	1 039	6,4	787	1,5	220	3,5	139	1,1	438	2,4	134	0,4	3 225	1,8
Matériel	6 431	17,0	2 482	15,3	3 728	7,0	851	13,6	5 595	43,3	2 914	16,1	365	1,1	22 366	2,7
Divers	1 560	4,1	379	2,3	710	1,3	314	5,0	291	2,2	690	3,8	846	2,6	4 790	2,7
TOTAL	37 729		16 224		53 410		6 256		12 934		18 054		33 066		177 673	

^a Dont 0,2 million de dollars des États-Unis de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats,

ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 8
*Dépenses imputées au budget ordinaire et au budget opérationnel
en 2020, par programme et par objet*
(En milliers d'euros)

Programme	1	2	3	4	5	6	7
Dépenses	Dépenses de personnel	Consultants	Réunions	Voyages	Programme ordinaire de coopération technique ^a	Dépenses diverses	Total pour 2020
A ORGANES DIRECTEURS							
A.1 Réunions des organes directeurs	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	864,1	864,8
A.2 Secrétariat des organes directeurs et relations avec les États Membres	810,2	3,3	0,0	3,5	0,0	1,9	818,9
Total partiel	810,9	3,3	0,0	3,5	0,0	866,0	1 683,7
B DIRECTION EXÉCUTIVE ET GESTION STRATÉGIQUE							
B.1 Direction exécutive et gestion stratégique	2 839,5	23,3	0,0	26,2	0,0	393,8	3 282,8
B.2 Évaluation	952,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	952,9
B.3 Services juridiques	675,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	675,5
B.4 Contrôle interne et enquêtes	911,2	10,4	0,0	1,3	0,0	0,5	923,4
B.5 Éthique et responsabilité	117,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	117,7
B.6 Comité consultatif pour les questions d'audit	0,0	19,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,0
Total partiel	5 496,2	52,7	0,0	27,5	0,0	394,9	5 971,3
C PRIORITÉS THÉMATIQUES							
C.1 Création d'une prospérité partagée	10 080,9	15,5	0,0	11,1	1 983,1	19,0	12 109,6
C.2 Renforcement de la compétitivité économique	7 711,2	5,4	0,0	3,6	842,9	2,0	8 565,1
C.3 Protection de l'environnement	10 972,7	406,5	0,0	74,9	1 030,3	39,9	12 524,3
C.4 Services transversaux	5 891,8	148,1	5,5	51,1	258,7	420,2	6 775,4
C.5 Appui aux opérations hors Siège	2 358,0	11,8	0,0	39,4	0,0	2 196,7	4 605,9
Total partiel	37 014,6	587,3	5,5	180,1	4 115,0	2 677,8	44 580,3
D GESTION INSTITUTIONNELLE ET OPÉRATIONS							
D.1 Gestion des ressources humaines et prise en compte de la problématique femmes-hommes	2 758,0	26,5	0,0	0,6	0,0	0,1	2 785,2
D.2 Services financiers	3 616,2	3,2	0,0	0,0	0,0	15,2	3 634,6
D.3 Achats et logistique	2 717,1	0,0	0,0	0,3	0,0	317,3	3 034,7
D.4 Technologies de l'information et des communications	2 455,1	0,3	0,0	1,4	0,0	1 602,2	4 059,0
D.5 Direction et gestion	678,4	25,0	0,0	4,0	0,0	0,4	707,8
Total partiel	12 224,8	55,0	0,0	6,3	0,0	1 935,2	14 221,3
F.1 COÛTS INDIRECTS	3 654,3	0,0	0,0	0,0	0,0	9 599,1	13 253,4
Total (dépenses)	59 200,8	698,3	5,5	217,4	4 115,0	15 473,0	79 710,0

	1	2	3	4	5	6	7
<i>Programme</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>Consultants</i>	<i>Réunions</i>	<i>Voyages</i>	<i>Programme ordinaire de coopération technique^a</i>	<i>Dépenses diverses</i>	<i>Total pour 2020</i>
Recettes							
C.5 Contributions des gouvernements							
aux frais de fonctionnement des bureaux hors Siège	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	140,6	140,6
Recettes accessoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 193,3	1 193,3
Total (recettes)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 333,9	1 333,9
Total général (montant net)	59 200,7	698,3	5,5	217,5	4 115,0	14 139,1	78 376,1
E. GESTION DES BÂTIMENTS							
E.1 Gestion commune des bâtiments	8 154,5	16,6	0,0	0,1	0,0	15 448,6	23 619,8
E.2 Gestion conjointe des bâtiments	327,9	0,0	0,0	0,0	0,0	778,6	1 106,5
Total (dépenses)	8 482,4	16,6	0,0	0,1	0,0	16 227,2	24 726,3

Note : Les coûts totaux de gestion des bâtiments sont partagés entre tous les utilisateurs ; les dépenses indiquées ci-dessus sont intégralement recouvrées. La part nette de l'ONUDI est comptabilisée dans le programme F ci-dessus.

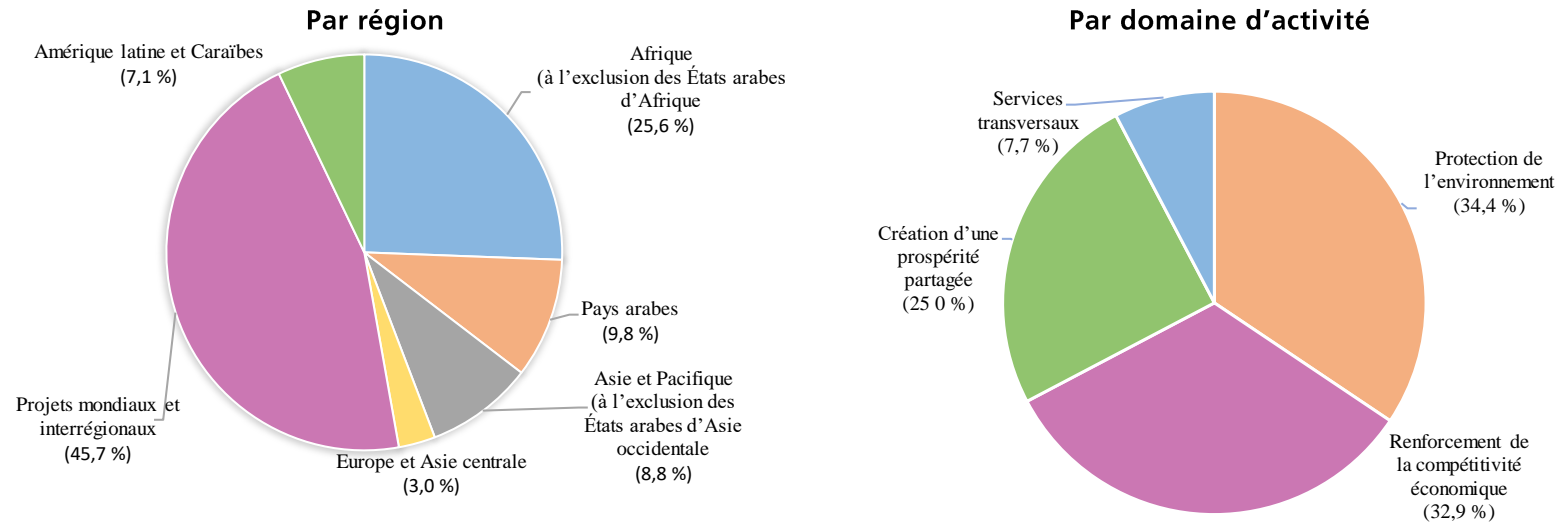
Le présent rapport est élaboré à partir des données établies pour l'année 2020, la date arrêtée des comptes dans SAP étant 2021.

^a Représente l'intégralité des crédits ouverts pour 2020 qui ont été transférés au compte spécial du programme ordinaire de coopération technique.

APPENDICE B

PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Montants nets approuvés des contributions versées par les pays en 2020^{a, b}



Région	Dollars É.-U. (en milliers)	%	Domaine d'activité	Dollars É.-U. (en milliers)	%
Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)	26 018	25,6	Création d'une prospérité partagée	25 339	25,0
Amérique latine et Caraïbes	7 182	7,1	Protection de l'environnement	34 889	34,4
Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)	8 949	8,8	Renforcement de la compétitivité économique	33 395	32,9
Europe et Asie centrale	3 047	3,0	Services transversaux	7 816	7,7
Pays arabes	9 904	9,8			
Projets mondiaux et interrégionaux	46 339	45,7			
TOTAL	101 439	100	TOTAL	101 439	100

^a Y compris les projets financés par les États Membres, l'Union européenne et d'autres pays au titre du Fonds de développement industriel et de fonds d'affectation spéciale, dont les fonds d'affectation spéciale financés par des tiers, les fonds d'affectation spéciale autofinancés, les fonds d'affectation spéciale thématiques et les fonds d'affectation spéciale pour les partenariats (alimentés notamment par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Finlande, la Fédération de Russie et le Pérou).

^b Y compris le programme relatif aux experts associés et aux administrateurs auxiliaires (1,1 million de dollars É.-U.).

APPENDICE C

ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)

*Tableau 1 : Dépenses^a, par pays et par partenaire financier, en 2020
(En milliers de dollars É.-U.)*

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d des Nations Unies ^e	Organismes internationales et secteur privé ^f	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Afrique									
Angola	–	195	–	–	–	–	–	–	195
Bénin	–	–	–	–	–	–	(22)	–	(22)
Burkina Faso	–	427	51	–	–	–	–	–	478
Burundi	(3)	175	81	–	–	–	–	–	253
Comores	–	–	–	–	–	2	–	–	2
Érythrée	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Éthiopie	5 260	–	58	1 894	(2)	9	–	–	7 219
Gambie	–	320	8	3	–	–	–	–	331
Guinée	47	(17)	–	870	–	30	588	–	1 518
Guinée-Bissau	4	–	9	447	–	9	–	–	469
Guinée équatoriale	–	–	18	–	–	–	–	210	228
Lesotho	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Libéria	355	–	–	2 563	–	–	–	–	2 918
Madagascar	–	524	2	3	–	44	160	–	733
Malawi	–	–	9	–	–	–	–	–	9
Mali	–	–	–	–	–	–	201	–	201
Mauritanie	–	–	–	–	–	35	–	–	35
Mozambique	372	430	–	695	–	–	–	–	1 497
Niger	–	–	40	–	–	–	–	–	40
Ouganda	354	241	4	–	–	(4)	–	–	595
République centrafricaine	–	(50)	–	–	–	–	–	–	(50)
République démocratique du Congo	103	158	–	–	–	–	–	225	486
République-Unie de Tanzanie	(4)	486	42	–	–	–	226	–	750
Rwanda	28	121	8	–	–	–	(1)	–	156
Sao Tomé-et-Principe	169	532	–	–	–	–	–	–	701
Sénégal	807	2 065	10	–	222	(1)	22	–	3 125

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d 25 Nations Unies ^e	Organismes internationaux et secteur privé ^f	Autres donateurs, institutions financières	Total
Sierra Leone	16	(50)	5	602	–	–	–	–	573
Soudan du Sud	270	33	–	660	975	(1)	620	–	2 557
Tchad	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Togo	–	–	39	–	–	–	106	–	145
Zambie	368	–	15	–	–	–	–	–	383
Total partiel (Afrique)	8 146	5 590	399	7 737	1 195	123	1 900	435	25 525
Amérique latine et Caraïbes									
Haïti	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Total partiel (Amérique latine et Caraïbes)	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Asie et Pacifique									
Afghanistan	48	234	31	–	–	(1)	–	–	312
Bangladesh	–	102	–	–	–	5	–	–	107
Bhoutan	–	–	–	–	–	–	–	–	0
Cambodge	350	336	–	744	–	–	20	4	1 454
Myanmar	498	342	2	–	–	33	–	–	875
Népal	25	(1)	–	–	–	1	–	–	25
République démocratique populaire lao	–	682	–	–	–	–	–	–	682
Vanuatu	–	–	–	–	–	4	–	–	4
Total partiel (Asie et Pacifique)	921	1 695	33	744	0	42	20	4	3 459
États arabes d'Afrique									
Somalie	2 237	–	6	–	–	–	100	–	2 343
Soudan	768	–	1 057	825	(150)	39	15	309	2 863
Total partiel (États arabes d'Afrique)	3 005	0	1 063	825	(150)	39	115	309	5 206

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d des Nations Unies ^e	Organismes internationaux et secteur privé ^f	Total
États arabes d'Asie occidentale								
Yémen	–	(19)	–	–	–	–	–	(19)
Total partiel (États arabes d'Asie occidentale)	–	(19)	–	–	–	–	–	(19)
Total général	12 072	7 266	1 495	9 306	1 045	204	2 035	34 171

^a Dont 0,2 million de dollars de dépenses au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

Note : Les montants entre parenthèses indiquent une révision à la baisse au terme des projets et des subventions.

Tableau 2 : Montant net des projets approuvés, par pays et par partenaire financier, en 2020^a
(En milliers de dollars É.-U.)

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Afrique									
Angola	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Bénin	-14	-	7	-	-	-	-30	-	-37
Burkina Faso	-	-36	-	-	-	-	-	-	-36
Burundi	-	-	10	-	-	-	-	-	10
Comores	-	-	-	-	-	23	-	-	23
Guinée équatoriale	-	-	10	-	-	-	-	241	251
Érythrée	-	-	10	-	-	-	-	-	10
Éthiopie	3 626	100	-	-17	-5	-11	-	-	3 693
Gambie	-	-216	90	736	-	-4	-	-	606
Guinée	-	-	135	8	-	55	427	-	625
Guinée-Bissau	-	-	-	1 405	-	-2	-	-	1 403
Libéria	1 970	-	-	4 732	-	-	-	-	6 702
Madagascar	-11	150	-	-1	-	-6	159	-	291
Malawi	-	-	100	-	-	-	-	-	100
Mali	-	-	-	-	-	-	-61	-	-61
Mauritanie	-	-	-	-	-	-2	-	-	-2
Mozambique	20	-	-	1 943	-	-	-	-	1 963
Niger	-	-	89	-	-	29	-	-	118
Ouganda	96	-	63	-	-	-	-	-	159
République démocratique du Congo	-319	-	-	-	-	57	-	271	9
République-Unie de Tanzanie	-5	-	-	-	-	-	142	-	137
Rwanda	61	-	70	-	-	-1	-13	-	117
Sao Tomé-et-Principe	46	-	-	-	-	-	-	-	46
Sénégal	1 833	80	70	-	792	-1	-	-	2 774
Sierra Leone	-	200	-	1 105	-	-	-	-	1 305
Soudan du Sud	-	50	-	964	-	-	975	-	1 989

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Tchad	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Togo	-	-	-	-	-	-	106	-	106
Zambie	614	-	50	-	-	25	-	-	689
Total partiel (Afrique)	7 917	328	704	10 875	787	162	1 705	512	22 990
Amérique latine et Caraïbes									
Haïti	-	-	-	-	-	-9	-	-	-9
Total partiel (Amérique latine et Caraïbes)	-	-	-	-	-	-9	-	-	-9
Asie et Pacifique									
Afghanistan	-	1 320	118	-	-	51	-	-	1 489
Bangladesh	-	-	-	-	-	23	-	-	23
Bhoutan	509	-	-	-	-	-7	-	-	502
Cambodge	438	-492	-	58	1	-	168	197	370
Myanmar	300	3 985	-	-	-	35	-	-	4 320
Népal	245	-13	-	-	-	104	-	-	336
République démocratique populaire lao	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Vanuatu	-	-	-	-	-	23	-	-	23
Total partiel (Asie et Pacifique)	1 492	4 800	118	58	1	229	168	197	7 063
États arabes d'Afrique									
Somalie	1 527	-	-	-	-	-	790	-	2 317
Soudan	95	-	30	10	-	-4	-1	413	543
Total partiel (États arabes d'Afrique)	1 622	-	30	10	-	-4	789	413	2 860
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	-	-	-100	-	-	-	-	-	-100
Total partiel (États arabes d'Asie occidentale)	-	-	-100	-	-	-	-	-	-100

	États Membres ^b	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal	Union européenne (UE)	Autres pays ^c	Programme ordinaire de coopération technique et RSA ^d	Organismes des Nations Unies ^e	Autres donateurs, institutions financières internationales et secteur privé ^f	Total
Total général	11 031	5 128	752	10 943	788	378	2 662	1 122	32 804

^a Dont un montant net des projets approuvés de 0,5 million de dollars au titre des ressources spéciales pour l'Afrique (RSA) en 2020.

^b États Membres actuels, par le Fonds de développement industriel (FDI) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers, autofinancés, thématiques et pour les partenariats, ces derniers étant notamment alimentés par l'Allemagne, la Chine, l'Espagne, la Fédération de Russie, la Finlande et le Pérou).

^c Dont anciens États Membres, par le FDI (reliquats) et des fonds d'affectation spéciale (financés par des tiers et autofinancés).

^d RSA : ressources spéciales pour l'Afrique.

^e Ensemble des organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres donateurs tels que le FEM et l'UE dans le cadre d'accords de financement par intermédiation.

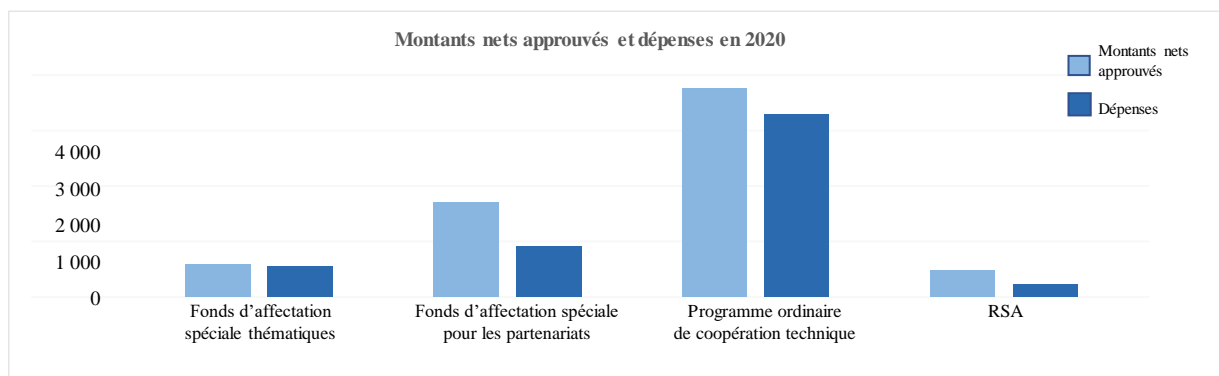
^f Entités non gouvernementales, institutions financières internationales et entités du secteur privé.

APPENDICE D

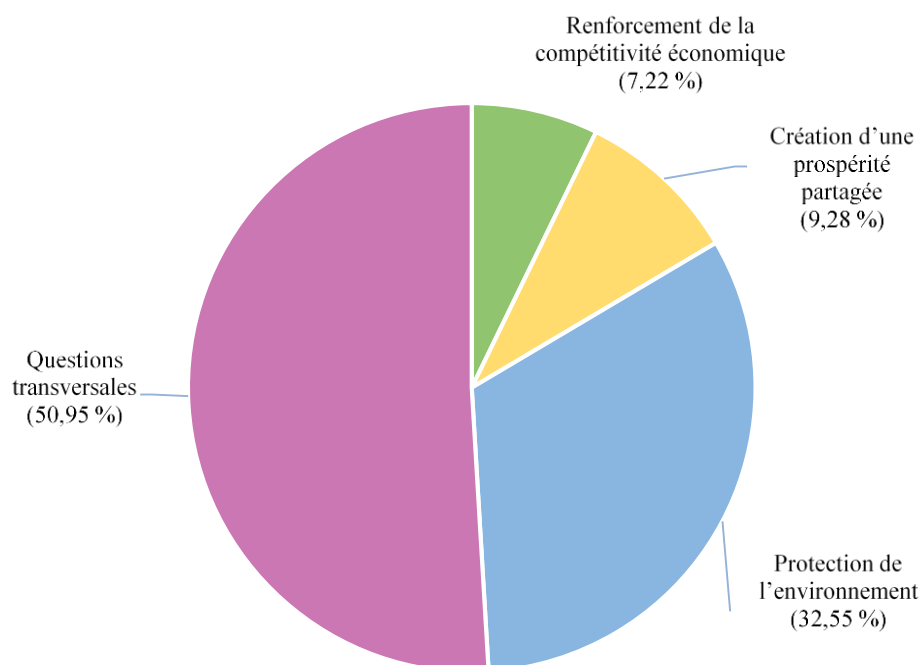
Fonds non réservés à des fins spécifiques^a
Montants nets approuvés et dépenses en 2020

	<i>Montants nets approuvés</i>	<i>Dépenses</i>
	<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>	
Fonds d'affectation spéciale thématiques		
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de la sécurité alimentaire par la promotion de l'agrobusiness et de l'agro-industrie ^b	(59)	238
Fonds d'affectation spéciale pour les énergies renouvelables au service de la production	(40)	1
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales ^c	46	272
Fonds d'affectation spéciale pour l'emploi des jeunes	0	(0)
Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	639	22
TOTAL	586	533
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats		
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats	(139)	97
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Chine	1 871	747
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Espagne	(17)	(2)
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Fédération de Russie	(0)	39
Fonds d'affectation spéciale pour les partenariats – Pérou	0	33
TOTAL	1 715	914
Programme ordinaire de coopération technique		
Renforcement de la compétitivité économique	451	238
Création d'une prospérité partagée	257	305
Protection de l'environnement	543	1 071
Questions transversales	2 514	1 677
TOTAL	3 766	3 292
Ressources spéciales pour l'Afrique (RSA)	475	216
Total (programme ordinaire de coopération technique et RSA)	4 241	3 507

^a Les fonds non réservés à des fins spécifiques sont des contributions d'États Membres non préaffectées.^b Alimenté notamment par la Finlande^c Alimenté notamment par l'Allemagne et la Finlande.



**Programme ordinaire de coopération technique
(répartition des dépenses)**



APPENDICE E

PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP) PCP EN COURS DE MISE EN ŒUVRE

Le PCP pour le Cambodge entame sa phase de mise en œuvre et contribue à l'effort de relance lié à la COVID-19




- Le PCP pour le Cambodge est entré dans sa phase de mise en œuvre en décembre 2020, après la **signature du descriptif de programme du PCP** par le Directeur général de l'ONUDI et le Ministre cambodgien de l'industrie, des sciences, de la technologie et de l'innovation. La cérémonie officielle de signature a été organisée en présence de hauts représentants de différents ministères et de partenaires de développement de différents pays.
- Conformément à la **priorité du PCP concernant la « diversification de l'industrie par la création de zones économiques spéciales et l'innovation »**, l'ONUDI a mis en œuvre les activités suivantes, qui aident aussi le Gouvernement à atténuer les conséquences négatives de la COVID-19 sur le secteur industriel :
 - **Lancement du Programme de relance des entreprises par l'agroalimentaire et le tourisme**, financé par la Direction suisse du développement et de la coopération. D'un coût de 1 million de dollars, ce programme contribuera à revitaliser les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (PME) par l'innovation, en mettant l'accent sur les entreprises dirigées par des femmes et sur l'emploi des femmes ;
 - **Lancement d'une évaluation de l'état de préparation du secteur de l'habillement à l'industrie 4.0**, visant à déterminer l'utilisation actuelle et future des nouvelles technologies, du numérique et de l'automatisation, leurs effets envisagés sur la production et les ressources humaines, et les besoins en formation professionnelle. Financée par le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, cette évaluation conjointe menée par l'ONUDI et l'Organisation internationale du Travail (OIT) servira de base à l'élaboration d'une stratégie nationale de relèvement pour ce secteur clef ;
 - **Achèvement d'une étude destinée à évaluer les conséquences de la COVID-19 sur les PME**. Les résultats de l'étude ont été pris en compte dans le Plan des Nations Unies pour une réponse socioéconomique à la COVID-19 au Cambodge et le rapport correspondant du groupe des Nations Unies chargé d'étudier les conséquences économiques de la pandémie ;
 - **Conduite d'une étude sur l'infrastructure du contrôle de la qualité en coopération avec le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce**, dans le cadre du Programme australo-cambodgien sur les chaînes de valeur agricoles. L'ONUDI a mis au point le cadre conceptuel permettant de déterminer les lacunes de l'infrastructure du contrôle de la qualité et les investissements nécessaires.

Au titre de la **priorité du PCP concernant le « développement des chaînes de valeur agricoles »**, l'ONUDI a aidé le Gouvernement à **élaborer et adopter de nouvelles normes de sécurité alimentaire**, en particulier pour le secteur de la pêche. C'est ainsi que le Plan d'action national 2020-2024 de contrôle et d'inspection de la qualité et de la sécurité alimentaire du poisson et des produits de la pêche a été mis en place, que les capacités de l'administration nationale de la pêche et d'autres organismes réglementaires ont été renforcées et qu'une analyse des questions de genre dans le secteur de la valorisation des produits de la pêche a été menée.

Contribution du PCP pour l'Éthiopie au développement des agro-industries (2015-2020)

PCP pour l'Éthiopie – Indicateurs clefs de performance	
Transformation agricole	
Indicateurs	Contribution à la réalisation des objectifs de développement durable
 <p>La construction des 4 parcs agro-industriels intégrés pilotes est exécutée à 70 % dans 4 États régionaux (Tigray, Amhara, Oromia et région des nations, nationalités et peuples du Sud).</p>  <p>Environ 20 000 emplois ont été créés dans les parcs agro-industriels intégrés.</p>  <p>En 2020, 122,8 millions de dollars ont été mobilisés auprès de partenaires de développement internationaux et 330 millions de dollars auprès du Gouvernement éthiopien pour la construction des parcs agro-industriels intégrés.</p>  <p>203 entreprises privées se sont inscrites pour travailler dans les parcs agro-industriels intégrés ; 12 entreprises sont déjà opérationnelles.</p>  <ul style="list-style-type: none"> • 5 études de chaînes de valeur et 7 analyses stratégiques et plans d'activité ont été entrepris. • 7 chaînes de valeur sont soutenues. • 13 000 emplois d'ouvriers ont été protégés pendant la pandémie de COVID-19 ; 17 600 petits exploitants agricoles et productrices du secteur de la pêche en ont bénéficié. • 2 syndicats d'exploitants agricoles et 5 coopératives ont modernisé leur production. • 3 produits ont été commercialisés (avocat, huile de maïs et miel). 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois pour les jeunes ruraux et les femmes • Recrutement de jeunes et de femmes dans des emplois non agricoles où ils gagnent plus et acquièrent de nouvelles compétences • Infrastructures industrielles de pointe, écoparcs, industries vertes, attraction d'entreprises dotées de technologies et de savoir-faire • Sociétés nationales et étrangères constituant des coentreprises et des partenariats et soutenues par des acteurs du développement 

Le PCP pour l'Éthiopie, un partenariat multipartite au service d'un développement industriel inclusif et durable

PCP pour l'Éthiopie – Récapitulatif	
Indicateurs	Contribution à la réalisation des objectifs de développement durable
 <p>Plus de 20 parties prenantes ont coopéré avec l'ONUDI dans le cadre du PCP, notamment des organismes publics, des institutions internationales et des partenaires de développement.</p>  <p>En tout, plus de 1,91 milliard de dollars ont été levés sous forme de financements publics et privés pour soutenir le développement des infrastructures industrielles et le renforcement des capacités institutionnelles (total pour la période 2015-2020 ; y compris les projets de coopération technique de l'ONUDI et les fonds levés).</p>	<p>Partenariat multipartite qui a permis des investissements importants dans le développement des infrastructures industrielles et le renforcement des capacités institutionnelles</p> 

Contribution du PCP pour le Maroc à la lutte menée par le Gouvernement contre les conséquences négatives de la COVID-19

- L'ONUDI et la Banque africaine de développement (BAfD) ont aidé la Fédération nationale marocaine de l'agroalimentaire à évaluer les **conséquences socioéconomiques de la pandémie sur l'industrie agroalimentaire**. Cette évaluation aidera à définir une stratégie, axée en priorité sur les PME, visant à améliorer le plan d'intervention et de relance du Maroc. L'initiative a été élaborée sous la coordination d'ensemble du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'économie verte et numérique, au titre du volet du PCP consacré à l'agro-industrie ;
- **Mise en œuvre du projet conjoint de l'ONUDI, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) financé par le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement**. Ce projet a pour but d'assurer la continuité des soins de santé primaires et services hospitaliers essentiels pour les plus vulnérables, et d'élaborer des mesures de prévention et d'hygiène pour les secteurs essentiels autres que sanitaires pendant la pandémie de COVID-19. L'ONUDI met actuellement en œuvre le volet du projet consacré à la prévention des contaminations sur le lieu de travail pour les travailleurs de première ligne ;
- Achèvement d'un **guide pour la transition des PME vers le numérique**, essentielle pour surmonter les obstacles de la pandémie, au titre du volet du PCP consacré au commerce électronique.

La prestation de conseils pratiques dans le cadre du PCP pour le Pérou a facilité :

- L'élaboration de la **Stratégie nationale de développement des parcs industriels** (approuvée par le Gouvernement péruvien en 2020)
 - En 2020, l'ONUDI a mené les travaux suivants pour favoriser la mise en œuvre de la stratégie : i) élaboration de propositions en faveur de la création d'une zone industrielle durable à Callao ; ii) conduite d'une évaluation et élaboration d'une proposition pour le cadre réglementaire des zones

industrielles durables (exécutée à 90 %) ; et iii) conception de mécanismes financiers et non financiers et de mesures incitatives en faveur de modes de production propres dans les zones industrielles durables.

- L'élaboration du **Plan d'action national pour l'économie circulaire dans l'industrie** (approuvé par le Gouvernement péruvien en 2020)
 - En 2020, l'ONUDI a élaboré des directives relatives à la gestion et au traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques.
- L'élaboration de la **Politique nationale de développement industriel** (lancée en 2020, en cours)
- L'intégration des questions de **genre** dans les politiques et un recentrage sur les **politiques industrielles vertes** (action transversale, en cours)
 - L'ONUDI a évalué l'intégration des questions de genre dans 10 politiques nationales prioritaires guidées par des principes directeurs écologiques, par exemple, le Plan d'action national pour l'économie circulaire dans l'industrie, le Plan d'action national péruvien pour le café, le Plan d'action pour le genre et les changements climatiques, et la Loi-cadre sur les changements climatiques (loi n° 30754).
- L'élaboration, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies au Pérou, du **plan d'intervention et de relance socioéconomiques des Nations Unies face à la COVID-19**.

Sélection de résultats obtenus dans le cadre de projets industriels prioritaires de grande envergure menés au titre du PCP pour le Sénégal

- **Création de zones économiques spéciales et réforme des mesures d'incitation**
 - Quatre parcs industriels ont obtenu le statut de zone économique spéciale par décret présidentiel : ceux de Diamniadio, de Sandiara, de Diass et de Bargny.
- **Parcs industriels**
 - En décembre 2020, le parc industriel de Diamniadio abritait 20 entreprises travaillant dans différents secteurs – textile, électronique, PVC, vélos et voitures électriques. Ces sociétés sont notamment d'origine chinoise, française, ivoirienne et tunisienne. À ce jour, l'État a investi dans ce parc 40 millions de dollars prélevés sur ses ressources nationales et le secteur privé y a investi environ 60 millions de dollars ;
 - Forte de la réussite de Diamniadio, l'ONUDI fournit un appui technique à plusieurs autres parcs en cours de construction, notamment à celui de Sandiara, qui abrite déjà six entreprises spécialisées dans la production manufacturière et la transformation du poisson et de la volaille, et à quatre autres parcs dont les chantiers en sont à des stades différents (Diass, Bargny, Touba et Casamance).
- **Agropoles**
 - L'ONUDI continue de favoriser la création d'agropoles dans certaines régions du Sénégal. En 2020, elle a achevé une étude de faisabilité pour la création de la première agropole du sud du pays. Sur la base de cette étude, la Banque islamique de développement et la BAfD ont signé des accords de prêt avec le Gouvernement sénégalais. Ces accords de financement portent respectivement sur des montants de 27 millions et 43 millions de dollars. Parallèlement, le Gouvernement sénégalais et la Société sénégalaise de construction et d'exploitation ont engagé chacun 25 millions de dollars dans ce projet de grande envergure ;
 - En décembre 2020, le Gouvernement sénégalais et l'ONUDI ont signé un accord autorisant l'ONUDI à mener l'étude de faisabilité de l'agropole du nord du pays (700 000 dollars) ;
 - Par un échange de lettres et des communications publiques, la BAfD et la Banque européenne d'investissement (BEI) se sont engagées à soutenir financièrement la création des agropoles dans les régions du nord et du centre du Sénégal. Par ailleurs, Enabel, l'agence belge de développement, a débloqué une subvention de 25 millions de dollars pour l'agropole du centre du pays.
- **Transfert de connaissances industrielles et de technologie** : L'ONUDI a mobilisé plus de 25 millions de dollars auprès de partenaires bilatéraux et **multilatéraux** pour 16 projets nationaux et neuf projets régionaux ou mondiaux de coopération technique dans le cadre du PCP (2015-2020). Ces projets contribuent au renforcement des capacités dans des domaines tels que les chaînes de valeur agro-industrielles, la promotion

des investissements, l'infrastructure du contrôle de la qualité et la compétitivité, l'économie circulaire, l'environnement et l'énergie durable, et l'autonomisation des femmes.

Le PCP, partenariat multipartite au service du développement industriel du Sénégal, associe notamment les acteurs suivants :

- **Partenaires bilatéraux et multilatéraux :** Allemagne (formation et emploi, Pacte avec l'Afrique, parcs industriels, agropoles) ; Belgique (agropoles) ; Chine (politique industrielle, parcs industriels) ; France (énergie solaire dans le parc industriel de Diamniadio, modernisation industrielle) ; Japon (promotion des investissements industriels, agropoles) ; Luxembourg (formation professionnelle, développement économique local) ; République de Corée (agropoles) ; Union européenne (regroupements, modernisation industrielle, chaînes de valeur, compétitivité, économie circulaire, promotion des investissements) ; et Fonds pour l'environnement mondial (villes durables, gestion des déchets municipaux et dangereux).
- **Institutions financières :** BafD (agropoles) ; Banque mondiale (agropoles) ; BEI (agropoles) ; et Fonds international de développement agricole (FIDA) (agropoles).
- **Diverses entités des Nations Unies** – OIT (emploi et développement industriel local) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (agro-industrie) – ; secteur privé national et international ; et **universités**.

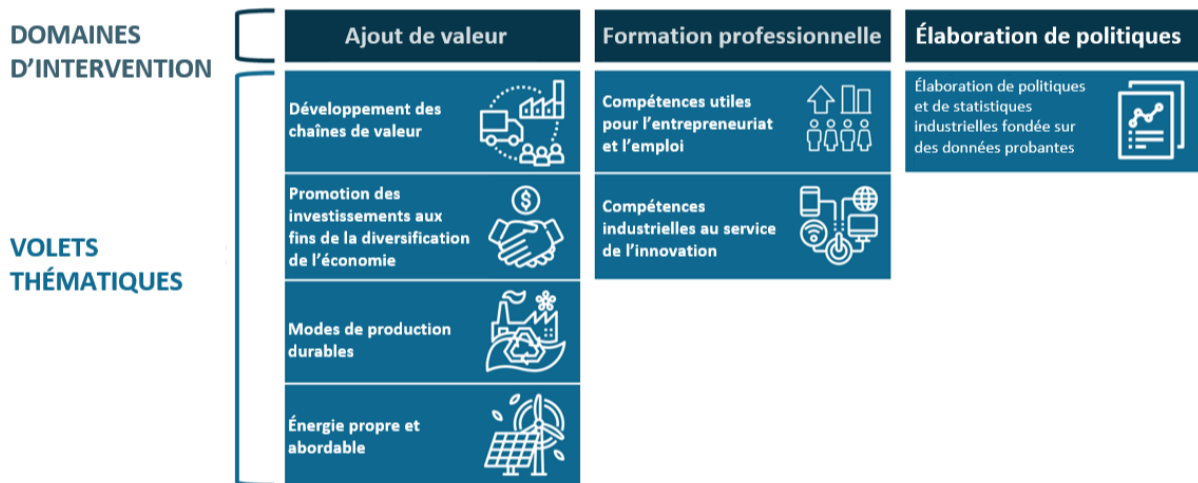
PCP en cours de programmation :

Contribution du PCP pour l'Égypte aux activités du système des Nations Unies pour le développement et aux mesures prises conjointement pour aider l'Égypte à se relever de la COVID-19 et à mettre en place une économie inclusive, durable et résiliente :

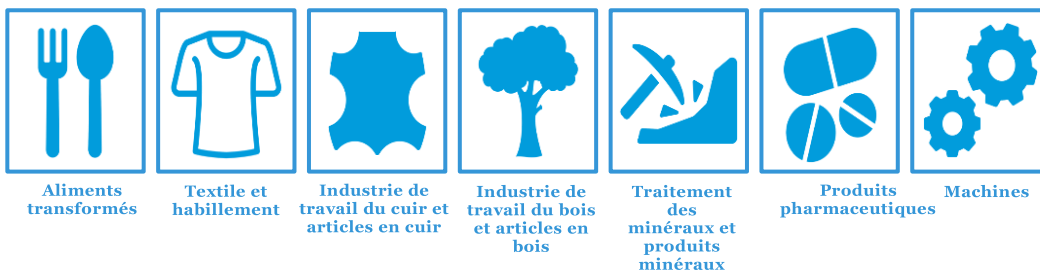
- Le **diagnostic sur le pays et le profil du pays et de l'industrie établis par l'ONUDI pour l'Égypte** ont facilité l'élaboration du bilan commun de pays et la formulation des recommandations qui en découlent ;
- L'ONUDI a contribué, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies en Égypte, à l'élaboration du **plan d'intervention et de relance socioéconomiques des Nations Unies face à la COVID-19** et du **plan de préparation et d'intervention des Nations Unies** ;
- Dans le cadre des travaux de l'**équipe spéciale interministérielle des Nations Unies sur les conséquences économiques de la COVID-19 en Égypte**, l'ONUDI a organisé un webinaire sur les conséquences de la COVID-19 sur les chaînes de valeur mondiales et examiné les interventions et solutions possibles ;
- L'ONUDI a organisé, en coopération avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, le Ministère égyptien de la planification et du développement économique et d'autres parties prenantes, une **opération multipartite d'analyse prévisionnelle stratégique du secteur manufacturier de l'Égypte** ;
- L'ONUDI a contribué, par des **informations sur la situation de l'Égypte face à la COVID-19**, à la promotion des analyses menées par les Nations Unies dans le cadre de la pandémie ;
- L'ONUDI a mené, conjointement avec le Programme alimentaire mondial, la FAO et le FIDA, une **analyse rapide des conséquences de la COVID-19 sur le secteur agroalimentaire** ;
- En collaboration avec le Centre de modernisation industrielle du Ministère égyptien de l'industrie et du commerce, l'ONUDI a élaboré un **indice de la performance de l'industrie permettant de mesurer les conséquences de la COVID-19 sur le secteur manufacturier**, et plus particulièrement sur les secteurs prioritaires au titre du PCP ;
- Par ailleurs, l'ONUDI a établi et publié des **directives relatives au secteur manufacturier** pendant la crise de la COVID-19, et un **plan d'action visant à améliorer la production d'équipements de protection individuelle** en Égypte. Ce plan d'action s'articule autour de six axes : 1) sensibiliser à l'importance des équipements de protection individuelle pour maîtriser la COVID-19 ; 2) investir dans les techniques de fabrication de textiles non-tissés ; 3) renforcer les organismes d'audit et de réglementation ; 4) fournir au secteur des équipements de protection individuelle des services liés au développement des entreprises ; 5) augmenter l'offre d'équipements de protection individuelle en établissant des partenariats public-privé ; et 6) réaffecter, à titre temporaire, les installations de production pour leur faire fabriquer des équipements de protection individuelle ;
- Par ailleurs, l'ONUDI a participé, avec d'autres entités des Nations Unies, à l'élaboration de **différents programmes conjoints** visant à atténuer les conséquences négatives de la COVID-19.

Réalisations marquantes obtenues dans le cadre de la programmation du PCP pour la Zambie et mesures prises pour mobiliser des partenaires en vue du développement industriel inclusif et durable de la Zambie, ainsi que du redressement du pays face aux dégâts causés par la COVID-19 :

- Parmi les grandes étapes qui ont marqué la programmation en 2020, on peut citer :
 - Le **diagnostic sur le pays préalable à l'élaboration du PCP** a été établi dans sa version définitive et approuvé par le Ministère zambien du commerce, des échanges et de l'industrie en juillet 2020. Cette étude a été menée par l'ONUDI en coordination avec diverses parties prenantes, notamment le Ministère du commerce, des échanges et de l'industrie, le Ministère du développement national et de la planification, l'Agence zambienne de statistique, la Fondation zambienne des microentreprises et des petites entreprises, la Chambre zambienne de commerce et d'industrie, l'Association zambienne des constructeurs, l'Institut zambien d'analyse des politiques et de recherche, l'Agence zambienne de développement, ainsi que le Bureau sous-régional pour l'Afrique australe de la Commission économique pour l'Afrique. Le diagnostic a consisté à définir un état de référence pour l'élaboration des programmes et à recenser les principales forces et faiblesses du pays dans la perspective d'un développement industriel inclusif et durable. Elle a permis d'entamer la conception du PCP et de recenser, en étroite concertation avec les partenaires gouvernementaux et autres parties prenantes du pays, les domaines d'intervention, les volets thématiques et les secteurs industriels prioritaires ;
 - Le Ministère du commerce, des échanges et de l'industrie et l'ONUDI ont élaboré conjointement le **mandat de l'organe national de coordination du PCP pour la Zambie**, et le Gouvernement l'a approuvé en décembre 2020.
 -



SECTEURS PRIORITAIRES



- Les **mesures de mobilisation de partenaires autour du PCP** ont été menées conformément au plan d'action à l'usage des partenaires élaboré par l'ONUDI pendant la phase de programmation du PCP pour la Zambie. Il s'agissait des activités suivantes :
 - Des consultations ont été lancées avec différents partenaires nationaux, notamment le Ministère du commerce, des échanges et de l'industrie, le Ministère de l'énergie, l'Autorité d'électrification rurale, le Ministère de l'agriculture et l'Agence zambienne de développement, pour recenser les priorités nationales et les domaines d'intervention et de collaboration prioritaires. Des réunions ont aussi été organisées avec des partenaires de financement potentiels, notamment des partenaires bilatéraux tels que le Japon, et des institutions financières telles que la BAfD et le Fonds vert pour le climat ;
 - La collaboration s'étant améliorée avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, l'ONUDI a participé, en 2020, à plusieurs activités menées par l'**équipe de pays des Nations Unies**, notamment à la préparation de l'évaluation des besoins en vue du relèvement de la COVID-19, à l'établissement du bilan commun de pays pour la Zambie et à la définition du prochain cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable ;
 - Le PCP a aussi facilité le **projet conjoint ONUDI-FAO d'évaluation des conséquences de la COVID-19 sur les PME** du secteur de l'alimentation, ainsi que l'**étude conjointe ONUDI-BAfD sur les conséquences de la COVID-19 sur le secteur manufacturier**. L'ONUDI a établi des contacts avec le secteur privé local pour mener des enquêtes et recueillir des données pour ces deux études.

Sélection d'indicateurs clefs de performance pour 2020

Participation des parties prenantes au PCP pour la Zambie

- 60 personnes (dont 25 femmes) ont été contactées lors de rencontres de parties prenantes et de consultations de partenaires et 35 personnes (dont 10 femmes) ont participé aux débats de suivi, fait part de leurs observations en vue de l'établissement des documents et des propositions de projets, et répondu aux enquêtes de l'ONUDI.
- Plus de 20 entreprises ont participé à l'évaluation menée par l'ONUDI dans le cadre des études conjointes sur les conséquences de la COVID-19 sur les PME et sur le secteur manufacturier.
- Des institutions provisoires (Agence zambienne de statistique et Agence zambienne de développement) ont participé à des activités au titre du PCP, notamment à l'élaboration du diagnostic sur le pays.
- Six organismes publics (Ministère du commerce, des échanges et de l'industrie, Ministère du développement national et de la planification, Ministère de l'agriculture, Ministère de la pêche et de l'élevage, Ministère de l'énergie et Autorité d'électrification rurale) ont participé aux débats sur la création de l'organe national de coordination et sur la conception de nouveaux projets à mettre en œuvre dans le cadre du PCP.
- 10 acteurs d'envergure mondiale ont été consultés dans le cadre de débats et de réunions consultatives autour du PCP (dont la CEA, la BAfD, la FAO, le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies et l'équipe de pays des Nations Unies).

APPENDICE F
NOMINATIONS DE PERSONNEL AU TITRE DE CONTRATS DE SERVICE
INDIVIDUELS¹

Tableau 1
 Nominations/contrats de service individuels par liste d'États² et par sexe

<i>Liste d'États</i>	<i>Nombre de nominations</i>		<i>Total</i>
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	
A	722	1 248	1 970
B	289	305	594
C	266	291	557
D	223	176	399
Autres États	130	266	396
TOTAL GENERAL	1 630	2 286	3 916

¹ Les chiffres sont établis à partir des données disponibles au 15 janvier 2021 pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

² Listes d'États mentionnées à l'annexe I de l'Acte constitutif de l'ONUDI (PBC.35/15/Rev.1).

Tableau 2
Nominations/contrats de service individuels par pays/région/territoire

<i>Pays/région/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/région/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Nationalité		Nationalité	
Afghanistan	15	Géorgie	9
Afrique du Sud	53	Ghana	53
Albanie	15	Grèce	5
Algérie	16	Grenade	1
Allemagne	83	Guatemala	2
Argentine	37	Guinée	36
Arménie	33	Guinée-Bissau	4
Australie	9	Honduras	3
Autriche	167	Hongrie	4
Azerbaïdjan	5	Inde	175
Bahreïn	7	Indonésie	33
Bangladesh	14	Iran (République islamique d')	35
Barbade	3	Iraq	21
Bélarus	6	Irlande	14
Belgique	9	Italie	155
Bénin	5	Japon	27
Bolivie (État plurinational de)	14	Jordanie	48
Bosnie-Herzégovine	12	Kazakhstan	2
Botswana	7	Kenya	62
Brésil	79	Kirghizistan	12
Bulgarie	13	Lettonie	2
Burkina Faso	9	Liban	60
Burundi	3	Libéria	18
Cabo Verde	3	Libye	5
Cambodge	42	Lituanie	2
Cameroun	20	Luxembourg	2
Canada	38	Macédoine du Nord	40
Chili	9	Madagascar	13
Chine	71	Malaisie	26
Chine, RAS de Macao	1	Malawi	6
Colombie	123	Mali	2
Costa Rica	5	Maroc	43
Côte d'Ivoire	18	Maurice	3
Croatie	17	Mauritanie	1
Cuba	19	Mexique	66
Danemark	8	Mongolie	20
Égypte	112	Monténégro	7
El Salvador	6	Mozambique	14
Équateur	10	Myanmar	35
Espagne	55	Namibie	5
État de Palestine	14	Népal	2
États-Unis d'Amérique	69	Nicaragua	59
Éthiopie	126	Niger	2
Fédération de Russie	97	Nigéria	45
Finlande	12	Nouvelle-Zélande	1
France	78	Ouganda	30
Gabon	8	Pakistan	51
Gambie	3	Panama	1
Papouasie-Nouvelle Guinée	2	Singapour	2
Paraguay	4	Slovaquie	10

<i>Pays/région/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/région/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Nationalité		Nationalité	
Pays-Bas	19	Soudan	53
Pérou	55	Soudan du Sud	84
Philippines	52	Sri Lanka	23
Pologne	7	Suède	17
Portugal	13	Suisse	8
République arabe syrienne	13	Suriname	1
République de Corée	19	Tadjikistan	38
République démocratique du Congo	1	Tchad	1
République démocratique populaire lao	11	Tchéquie	4
République de Moldova	9	Thaïlande	29
République dominicaine	7	Togo	7
République-Unie de Tanzanie	21	Trinité-et-Tobago	1
Roumanie	15	Tunisie	145
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	65	Turkménistan	3
Rwanda	13	Turquie	35
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3	Ukraine	73
Sao Tomé-et-Principes	1	Uruguay	31
Sénégal	37	Venezuela (République bolivarienne du)	18
Serbie	33	Viet Nam	38
Seychelles	3	Yémen	5
Sierra Leone	18	Zambie	19
		Zimbabwe	10
		Total général	3 916

APPENDIX G

ACCORDS ET AUTRES ARRANGEMENTS CONCLUS PAR L'ONUDI EN 2020¹

I. États²

Allemagne

Arrangement entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'exécution d'un projet de défense d'une chimie durable par le leasing chimique 4.0 promu par l'édition 2021 du Global Chemical Leasing Award, signé les 6 et 11 mai 2020.

Plan de route pour la coopération présente et future entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé le 1^{er} septembre 2020.

Arrangement entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'exécution d'un projet visant à améliorer la fourniture d'équipements de protection individuelle en Afrique en renforçant la résilience des secteurs de l'industrie et de la santé face à la COVID-19 et aux futures pandémies, signé le 2 décembre 2020.

Australie

Arrangement relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Gouvernement australien concernant l'exécution d'un projet d'accueil et de gestion du Réseau consultatif pour le financement privé, signé le 6 avril 2020.

Bélarus

Cadre de coopération établi par l'ONUDI et le Gouvernement de la République du Bélarus, signé le 10 décembre 2020.

Cameroun

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République du Cameroun concernant l'exécution d'un projet intitulé « Appui à l'évolution du modèle institutionnel, économique et opérationnel du Bureau de mise à niveau des entreprises du Cameroun », signé le 19 octobre 2020.

Canada

Arrangement de contribution entre l'ONUDI et le Ministère canadien des ressources naturelles concernant l'exécution d'un projet de soutien et de gestion du groupe de travail sur la gestion de l'énergie du groupe ministériel sur l'énergie propre, signé les 26 et 27 août 2020.

Chili

Accord entre l'ONUDI et le Ministère chilien de l'environnement concernant l'exécution d'un projet consacré au plan de gestion de l'élimination des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation au Chili, signé les 21 octobre et 17 décembre 2020.

Chine

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement de la République populaire de Chine concernant l'exécution d'un projet d'aide à la mise en place d'une intervention d'urgence face à la maladie à coronavirus (COVID-19) en République islamique d'Iran, signé le 30 décembre 2020.

Colombie

Échange de lettres constituant accord entre l'ONUDI et le Gouvernement colombien, prolongeant l'accord conclu le 22 mai 2000 sur l'ouverture d'un bureau régional de l'ONUDI en Colombie, signé les 15 mai et 15 juin 2020.

¹ Tels que déposés auprès du Bureau des affaires juridiques de l'ONUDI au 1^{er} février 2021. En général, les avenants aux accords ou arrangements existants n'y figurent pas.

² Y compris les administrations nationales et régionales.

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le service de planification énergéico-minière du Ministère colombien des mines et de l'énergie concernant l'exécution, en Colombie, d'un projet consacré au programme d'évaluation industrielle (PEVI), signé le 21 août 2020.

États-Unis d'Amérique

Accord de subvention entre l'ONUDI et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) concernant l'exécution, au Pakistan, d'un projet d'accueil et de gestion du Réseau consultatif pour le financement privé, signé le 22 septembre 2020.

Iran (République islamique d')

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Ministère de l'information et des technologies de communication de la République islamique d'Iran concernant l'exécution d'un projet de promotion de la compétitivité et du développement des petites et moyennes entreprises (PME) innovantes en République islamique d'Iran, signé le 22 août 2020.

Italie

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet de développement inclusif et durable de la chaîne de valeur de la tomate en Égypte, signé le 14 janvier 2020.

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet de promotion des investissements en Iraq, signé le 14 janvier 2020.

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet visant à améliorer les moyens de subsistance des populations rurales en contribuant au développement de la chaîne de valeur du moringa dans la région des nations, nationalités et peuples du Sud en Éthiopie, signé le 8 avril 2020.

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet visant à soutenir la chaîne de valeur du textile pour créer des emplois et ouvrir des débouchés économiques en Jordanie, signé le 7 octobre 2020.

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet d'appui institutionnel et de développement des compétences dans le cadre d'un programme sur la sécurité des barrages destiné à permettre une gestion durable de l'infrastructure hydraulique en Iraq, signé le 7 octobre 2020.

Accord de financement entre l'ONUDI et le Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale concernant l'exécution d'un projet en faveur de la résilience des populations agropastorales du Soudan oriental, signé le 29 octobre 2020.

Japon

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Japon concernant l'exécution de projets en Iraq et en République islamique d'Iran, signé les 19 et 21 février 2020.

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Japon concernant l'exécution d'un projet relatif au programme conjoint du PNUE et de l'ONUDI pour l'accueil et la gestion du Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC), signé les 4 et 9 mars 2020.

Échange de notes constituant accord entre l'ONUDI et le Japon concernant l'exécution d'un projet visant à renforcer les capacités dont disposent les pays en développement pour atténuer les conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19 par un transfert de technologie en provenance du Japon, signé les 11 et 14 mai 2020.

Déclaration conjointe d'un représentant de l'ONUDI et du Directeur général du Bureau de l'environnement mondial du Ministère japonais de l'environnement, signée le 9 novembre 2020.

Kenya

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement kenyan concernant l'exécution d'un projet de renforcement des capacités d'exploitation et de maintenance de la centrale géothermique de l'Olkaria, au Kenya, au moyen des technologies de l'Internet des objets, signé les 30 septembre et 5 octobre 2020.

Monaco

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et le Gouvernement de la Principauté de Monaco concernant l'exécution d'un projet de promotion de l'autonomisation des femmes aux fins d'un développement industriel inclusif et durable dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, signé le 17 juillet 2020.

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI, du Ministre des relations extérieures et de la coopération de la Principauté de Monaco et du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, signée le 17 juillet 2020.

Ouzbékistan

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Ministre du développement économique et de la réduction de la pauvreté de la République d'Ouzbékistan, signée le 22 décembre 2020.

Sénégal

Accord entre l'ONUDI et le Gouvernement sénégalais concernant l'exécution d'un projet intitulé « Étude de faisabilité et plan d'affaire pour la mise en place d'une agropole intégrée et compétitive au Sénégal dans la zone Nord », signé le 18 décembre 2020.

Suède

Accord entre l'ONUDI et la Suède concernant l'exécution d'un projet consacré à la version 2.0 de la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances, signé les 4 et 10 juin 2020.

Accord entre l'ONUDI et la Suède concernant l'exécution d'un projet d'étude diagnostique de la chaîne de valeur du cacao dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo, signé les 30 novembre et 1^{er} décembre 2020.

Accord entre l'ONUDI et la Suède concernant l'exécution d'un projet consacré à la conception d'un partenariat public-privé de développement entre l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), Volvo et l'ONUDI en République démocratique du Congo par le développement des systèmes de marché, signé les 10 et 16 décembre 2020.

Suisse

Accord entre l'ONUDI et le Département fédéral suisse des affaires étrangères concernant l'exécution d'un projet visant à limiter les dégâts causés par le mercure sur l'environnement et la santé humaine dans le secteur de la dorure au Népal, signé le 17 mars 2020.

Accord entre l'ONUDI et la Direction suisse du développement et de la coopération concernant l'exécution d'un projet consacré au programme de relèvement des entreprises de l'agroalimentaire et du tourisme au Cambodge (AFTER), signé le 27 novembre 2020.

II. Le système des Nations Unies, ses fonds et programmes, et institutions spécialisées et apparentées

Système des Nations Unies

Mémorandum d'accord entre les organisations participantes des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) concernant les aspects opérationnels du Fonds pour le relèvement du Liban, signé par l'ONUDI le 6 mars 2020.

Mémorandum d'accord entre les organisations bénéficiaires des Nations Unies et le PNUD concernant les aspects opérationnels du Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, signé par l'ONUDI le 7 avril 2020.

Mémorandum d'accord entre les organisations participantes des Nations Unies et le PNUD concernant les aspects opérationnels d'un fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la plateforme des partenariats en faveur des objectifs de développement durable au Kenya, signé par l'ONUDI le 8 avril 2020.

Mémorandum d'accord entre l'ONUDI, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les aspects opérationnels du programme d'emplois décents pour les jeunes au Cambodge, signé le 1^{er} juin 2020.

Accord de contribution entre l'ONUDI et le Bureau de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies au Cambodge concernant l'exécution d'un projet d'évaluation par l'ONUDI et l'OIT du secteur cambodgien de l'habillement face à l'industrie 4.0, signé le 26 novembre 2020.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Accord de contribution entre l'ONUDI et la FAO concernant l'exécution d'un projet d'installation d'un système de collecte et de traitement du lait dans la province d'Alep, en Syrie, signé les 6 et 7 mai 2020.

Accord de contribution entre l'ONUDI et la FAO concernant l'exécution d'un projet consacré à l'initiative de développement accéléré de l'agriculture et de l'agro-industrie PLUS, signé les 22 et 29 juin 2020.

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Arrangements pratiques entre l'ONUDI et l'AIEA concernant leur coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire aux fins d'un développement industriel inclusif et durable, signés le 12 juin 2020.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UNICEF concernant l'exécution, en République arabe syrienne, d'un projet de soutien des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques et de promotion de l'apprentissage comme moyen de relèvement rapide, signé les 29 septembre et 7 octobre 2020.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Accord entre l'ONUDI et l'OMC concernant l'exécution d'un projet visant à utiliser à titre expérimental des programmes d'assurance volontaire par des tiers pour améliorer les résultats en matière de sécurité sanitaire des aliments en Afrique de l'Ouest, signé les 28 septembre et 7 octobre 2020.

Accord entre l'ONUDI et l'OMC concernant l'exécution d'un projet visant à renforcer la conformité de certaines épices sri-lankaises aux normes de sécurité sanitaire des aliments et de qualité à l'aide d'un système informatique de traçabilité, signé les 3 et 10 novembre 2020.

III. Autres organisations intergouvernementales

Banque africaine de développement (BAfD) et République-Unie de Tanzanie

Accord tripartite entre l'ONUDI, le Fonds africain de développement de la BAfD et le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie concernant le financement et l'exécution d'un projet visant à élaborer une étude de faisabilité, un plan d'activité et un plan directeur en vue de la création d'une zone spéciale de traitement agro-industriel en Tanzanie, signé le 9 septembre 2020.

Fondation européenne pour la formation (ETF)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Directeur de l'ETF, signée les 3 et 5 août 2020.

Fonds vert pour le climat (FVC)

Lettre annexe à l'accord-cadre entre l'ONUDI et le FVC prévoyant la subvention du programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds, signée les 23 et 30 juillet 2020.

Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'OPS concernant l'exécution d'un projet de renforcement des initiatives nationales et d'amélioration de la coopération régionale pour une gestion écologiquement rationnelle des polluants organiques persistants contenus dans les déchets d'équipements électriques et électroniques dans les pays d'Amérique latine, signé les 18 décembre 2019 et 10 janvier 2020.

Union européenne (UE)

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution d'un projet de renforcement de la compétitivité des entreprises à l'exportation intitulé PROMOVE Comercio, signé les 20 décembre 2019 et 14 janvier 2020.

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution, en Gambie, d'un projet du programme WACOMP visant à renforcer la compétitivité de la chaîne de valeur de l'oignon par une conformité accrue aux normes de qualité, signé les 31 juillet et 1^{er} août 2020.

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution d'un projet visant à utiliser le programme SWITCH de l'UE pour adopter des chaînes de valeur circulaires, signé les 23 et 30 octobre 2020.

Accord de contribution entre l'ONUDI et l'UE concernant l'exécution d'un projet intitulé « Programme d'appui à la transition de l'Algérie vers une économie verte et circulaire », signé les 20 et 22 décembre 2020.

IV. Organisations nationales

Agence allemande de coopération internationale (Allemagne)

Accord de subvention entre l'ONUDI et l'Agence allemande de coopération internationale concernant l'exécution d'un projet d'accréditation des cofacilitateurs du projet d'amélioration de la qualité des politiques industrielles (EQUIP) et de révision de sa boîte à outils, signé le 7 décembre 2020.

Agence autrichienne pour le développement (Autriche)

Accord entre l'ONUDI et l'Agence autrichienne pour le développement concernant l'exécution d'un projet consacré à l'édition 2020/2021 du Forum de l'énergie de Vienne, signé les 20 et 23 novembre 2020.

Centre chinois international d'échanges économiques et techniques (Chine)

Accord entre l'ONUDI et le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques concernant l'exécution d'un projet de renforcement des capacités de modernisation de la chaîne de valeur du bétail en Éthiopie, signé le 16 décembre 2020.

Korea Energy Agency (KEA) (République de Corée)

Mémoire d'accord entre l'ONUDI et KEA, signé les 15 et 28 décembre 2020.

Millennium Challenge Account-Morocco (MCA) (Maroc)

Accord entre l'ONUUDI et MCA concernant l'exécution, dans le cadre du Programme de partenariat pays pour le Maroc, d'un projet intitulé « Mise à niveau et valorisation des zones industrielles (ZI) au Maroc », signé les 12 et 13 octobre 2020.

Slovene Enterprise Fund (SEF) (Slovénie)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUUDI et SEF concernant l'exécution, à Cuba, d'un projet visant à encourager, en 2020-2021, le développement d'un groupement slovéno-cubain d'entreprises innovantes des secteurs de la biopharmacie, de la médecine et des nanotechnologies, signé les 29 juillet et 17 août 2020.

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUUDI et SEF concernant l'exécution d'un projet de promotion de la fabrication intelligente par la mise en place d'un système d'innovation en Serbie, signé les 29 octobre et 9 novembre 2020.

V. Autres entités**Alliance de la quatrième révolution industrielle (Chine)**

Déclaration conjointe d'un représentant de l'ONUUDI et de membres de l'Alliance de la quatrième révolution industrielle, signée le 6 novembre 2020.

Consumer Unity and Trust Society (CUTS) (Inde)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUUDI et CUTS, signé le 30 mars 2020.

European Brand Institute GmbH (EBI) (Autriche)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUUDI et EBI, signé les 13 et 16 mars 2020.

Global Sustainable Seafood Initiative (GSSI) (Pays-Bas)

Accord de partenariat entre l'ONUUDI et GSSI, signé les 11 et 16 décembre 2020.

Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) (Rwanda)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUUDI et l'AIMS, signé les 6 juillet et 6 août 2020.

Reed Expositions France (France)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUUDI et Reed Expositions France, signé les 30 juillet et 27 août 2020.

School of Advanced International Studies (SAIS) Europe de l'Université Johns Hopkins (Italie)

Lettre d'accord entre l'ONUUDI et la SAIS Europe de l'Université Johns Hopkins concernant le programme de stages de l'ONUUDI, signée les 15 mai et 29 septembre 2020.

Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Mémoire d'accord entre l'ONUUDI et le Centre for Industrial Sustainability de l'Université de Cambridge concernant le Programme partenaires-experts de l'ONUUDI, signé le 2 mars 2020.

Université de Kyoto (Japon)

Lettre d'accord entre l'ONUUDI et la Graduate School of Advanced Integrated Studies in Human Survivability (GSAIS) de l'Université de Kyoto concernant le programme de stages de l'ONUUDI, signée le 24 septembre 2020.

Université de Tokyo (Japon)

Lettre d'accord entre l'ONUUDI et la Graduate School of Agricultural and Life Sciences de l'Université de Tokyo concernant l'exécution d'un projet d'étude des matériaux de substitution au plastique écologiquement viables et des techniques novatrices de conditionnement et de recyclage répondant aux besoins du marché en Afrique pour réduire la dispersion du plastique dans l'environnement, signé les 7 et 19 février 2020.

Université Eduardo Mondlane (UEM) (Mozambique)

Déclaration conjointe du Directeur général de l'ONUDI et du Recteur de l'UEM, signée les 3 et 19 février 2020.

Université Sophia (Japon)

Lettre d'accord entre l'ONUDI et l'Université Sophia concernant le programme de stages de l'ONUDI, signée les 10 et 27 janvier 2020.

Université Tsinghua (Chine)

Mémoire d'accord entre l'ONUDI et l'Université Tsinghua concernant le Programme partenaires-experts de l'ONUDI, signé le 17 janvier 2020.

Waltersmith Petroman Oil Limited (Nigeria)

Accord relatif à un fonds d'affectation spéciale entre l'ONUDI et Waltersmith concernant l'exécution d'un projet d'élaboration d'une étude de faisabilité en vue de la création d'un parc industriel dans le champ de pétrole d'Ibigwe dans l'État d'Imo, au Nigeria, signé les 28 octobre et 6 novembre 2020.

World Technopolis Association (WTA) (République de Corée)

Mémoire d'accord de coopération entre l'ONUDI et WTA, signé les 2 et 6 avril 2020.

APPENDICE H

PRÉSENTATIONS DE PAYS/SÉMINAIRES ORGANISÉS PAR LES BUREAUX DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA TECHNOLOGIE EN 2020

Lieu	Pays ou région concerné(e)		
Allemagne (5 manifestations sur 17 en ligne)	Afrique		2
	Amérique latine		1
	Côte d'Ivoire		1
	Égypte		2
	Gambie		1
	Ghana		1
	Kenya		2
	Maroc		1
	Nigéria		2
	Sénégal		1
	Sierra Leone		1
	Tunisie		1
	Monde		1
	Autriche (8 manifestations sur 8 en ligne)	Cambodge	
Inde			1
Myanmar			1
République de Corée			2
Viet Nam			1
Monde			3
Bahreïn (13 manifestations sur 16 en ligne)	Bahreïn		7
	Moyen-Orient et Afrique du Nord		2
	Pays du Golfe		1
	République de Corée		1
	Monde		5
Cambodge (5 manifestations sur 5 en ligne)	Cambodge		1
	Chine		1
	Italie		1
	Japon		1
	République de Corée		1
Chine (15 manifestations sur 46 en ligne)	Afrique du Sud		1
	Allemagne		3
	Autriche		1
	Belgique		1
	Bolivie (État plurinational de)		1
	Canada		2
	Chine		6
	Émirats arabes unis		1
	Espagne		1
	États-Unis d'Amérique		4
	Finlande		1

Lieu	Pays ou région concerné(e)	
	Italie	1
	Japon	1
	République de Corée	1
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1
	Singapour	2
	Suède	1
	Suisse	1
	Turquie	1
	Monde	15
Chine, RAS de Hong Kong (en ligne)	Monde	1
Colombie (en ligne)	Colombie	1
Égypte (en ligne)	Moyen-Orient et Afrique du Nord	1
Émirats arabes unis (en ligne)	Monde	3
Éthiopie (en ligne)	Monde	1
Fédération de Russie (13 manifestations sur 23 en ligne)	États membres de l'Union européenne	1
	Fédération du Russie	11
	France	1
	Norvège	1
	Pays de la Communauté d'États indépendants	1
	Pays de l'Union économique eurasiatique	1
	Pays du Golfe	1
	Pays du groupe BRICS	2
	Monde	4
Italie (31 manifestations sur 44 en ligne)	Afrique	3
	Botswana	2
	Cambodge	1
	Chine	1
	Colombie	1
	Cuba	5
	Émirats arabes unis	1
	Éthiopie	3
	Iraq	1
	Italie	6
	Kazakhstan	1
	Kenya	3
	Pays du bassin de la Méditerranée	1
	Pakistan	4
	Pérou	3
	Somalie	2

Lieu	Pays ou région concerné(e)		
	Monde		5
Japon	Afrique		2
(26 manifestations sur 29 en ligne)	Algérie		1
	Bangladesh		3
	Burundi		1
	Éthiopie		1
	Jordanie		1
	Maurice		1
	Mozambique		1
	Myanmar		1
	Nigéria		2
	Ouganda		1
	Ouzbékistan		1
	Pakistan		2
	Papouasie-Nouvelle-Guinée		1
	Rwanda		2
	Sri Lanka		1
	Sénégal		1
	Tunisie		1
	Viet Nam		1
	Monde		4
Liban (en ligne)	Moyen-Orient et Afrique du Nord		1
Oman (en ligne)	Monde		1
Pakistan	Chine		1
(2 manifestations sur 2 en ligne)	Pakistan		1
Pérou (en ligne)	Pérou		1
République de Corée	Cambodge		1
(12 manifestations sur 12 en ligne)	Éthiopie		2
	Indonésie		2
	Pérou		2
	République de Corée		1
	République démocratique populaire lao		2
	Sri Lanka		2
Somalie (en ligne)	Somalie		1
Soudan	Moyen-Orient et Afrique du Nord		1
(1 manifestation sur 2 en ligne)	Soudan		1
Turquie	États membres de l'Organisation de la coopération islamique		2
(3 manifestations sur 4 en ligne)	Monde		2

APPENDICE I
REPRÉSENTATION HORS SIÈGE
(Au 31 décembre 2020)

	<i>DRO</i>	<i>ROBR</i>	<i>ROBP</i>	<i>P4</i>	<i>RPO</i>	<i>AN</i>	<i>AN_DIR</i>	<i>ASG</i>	<i>Total</i>
AFRIQUE									
Afrique du Sud	0	1	0	0	0	1	0	2	4
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Côte d'Ivoire	0	0	1	0	0	1	0	2	4
Éthiopie	1	0	0	0	0	1	0	3	5
Ghana	0	0	1	0	0	0	0	2	3
Guinée	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Kenya	0	0	0	1	0	1	0	2	4
Madagascar	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Mali	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Mozambique	0	0	0	0	1	1	0	1	3
Nigéria	1	0	0	0	0	2	0	4	7
Ouganda	0	0	0	0	1	0	0	0	1
République démocratique du Congo	0	0	0	0	1	0	0	2	3
République-Unie de Tanzanie	0	0	1	0	0	1	0	2	4
Rwanda	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Sénégal	0	0	1	0	0	0	0	2	3
Sierra Leone	0	0	0	0	1	0	0	1	2
Togo*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zimbabwe	0	0	0	0	1	0	0	0	1
TOTAL	2	1	4	1	9	8	0	29	54
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES									
Bolivie (État plurinational de)	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Brésil	0	0	1	0	0	1	0	1	3
Colombie	0	0	1	0	0	0	0	2	3
Cuba*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Équateur	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Mexique	1	0	0	0	0	1	0	3	5
Nicaragua	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Uruguay	0	1	0	0	0	1	0	2	4
TOTAL	1	1	2	0	3	3	0	8	18
ASIE ET PACIFIQUE									
Afghanistan	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Bangladesh	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Cambodge	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Chine	0	0	0	0	0	1	0	5	6
Inde	0	1	0	0	0	0	0	3	4

	<i>DRO</i>	<i>ROBR</i>	<i>ROBP</i>	<i>P4</i>	<i>RPO</i>	<i>AN</i>	<i>AN DIR</i>	<i>ASG</i>	<i>Total</i>
Indonésie	0	0	1	0	0	0	0	2	3
Iran (République islamique d')	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Pakistan	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Philippines	0	0	0	0	1	0	0	2	3
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Sri Lanka*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Thaïlande	1	0	0	0	0	1	0	3	5
Viet Nam	0	0	0	0	1	0	0	2	3
TOTAL	1	1	1	0	8	2	0	21	34
EUROPE ET ASIE CENTRALE									
Arménie	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Fédération de Russie*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kirghizistan	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Turquie	0	0	0	0	0	0	1	1	2
Ukraine*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	2	0	1	1	4
PAYS ARABES									
Algérie	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Égypte	1	0	0	0	0	1	0	3	5
Jordanie	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Liban	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Maroc	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Soudan	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	1	1
TOTAL	1	0	0	0	4	1	0	11	17
TOTAL GÉNÉRAL	5	3	7	1	24	14	1	70	125

	<i>DIR</i>	<i>C</i>	<i>SPI</i>	<i>ANP</i>	<i>AN</i>	<i>EPIA</i>	<i>RCC</i>	<i>AA</i>	<i>EPIC</i>	<i>ASG</i>	<i>Total</i>
Bureaux de promotion des investissements et de la technologie											
Allemagne (Bonn)	0	1	3	0	0	1	0	0	0	3	8
Bahreïn (Manama)	0	1	0	0	4	0	0	0	0	3	8
Chine (Beijing)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Chine (Shanghai)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie (Rome)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Japon (Tokyo)	0	1	0	0	1	0	0	0	2	0	4
République de Corée (Séoul)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre pour la coopération internationale industrielle											
Fédération de Russie (Moscou)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	1	5	3	0	5	1	0	0	2	8	25
TOTAL GÉNÉRAL, PERSONNEL DES BUREAUX EXTÉRIEURS (membres du personnel)											150
Points focaux de l'ONUUDI*											

Cuba	1
Fédération de Russie/Moscou (Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale)	1
Sri Lanka	1
Togo	1
Ukraine	1
Total, points focaux des bureaux extérieurs	5

* L'annexe J ne prend pas en compte les points focaux, qui ne sont pas membres du personnel permanent.

AA	Administrateur auxiliaire
AN	Administrateur national
AN_DIR	Administrateur national/Directeur
ANP	Administrateur national de projet
ASG	Agent des services généraux
C	Chef
DIR	Directeur
DRO	Directeur et représentant de l'ONUDI
EPIA	Expert de la promotion des investissements et adjoint du Chef
EPIC	Expert de la promotion des investissements et Chef adjoint
RCC	Responsable de la gestion des connaissances et de la communication
ROBP	Représentant de l'ONUDI dans un bureau de pays
ROBR	Représentant de l'ONUDI dans un bureau régional
RPO	Représentant de pays de l'ONUDI
SPI	Spécialiste de la promotion des investissements

APPENDICE J

VUE D'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'ONU DI

Tableau 1
Effectifs au 31 décembre 2020 et du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

	Au 31 décembre 2020	De janvier à décembre 2020
Fonctionnaires		
<i>Fonctionnaires recrutés sur le plan international :</i>		
Fonctionnaires essentiels (série 100)	210	219
Fonctionnaires non essentiels (série 200)	59	65
Total partiel (fonctionnaires recrutés sur le plan international)	269	284
<i>Fonctionnaires recrutés sur le plan local :</i>		
Administrateurs recrutés sur le plan national (NO)	48	52
Agents des services généraux (série 100)	339	345
Agents des services généraux engagés pour une période de courte durée (série 300)	36	37
Total partiel (fonctionnaires recrutés sur le plan local)	423	434
Nombre total d'employés ayant le statut de fonctionnaire	692	718
<i>Experts et consultants :</i>		
Titulaires de contrats de service individuels recrutés sur le plan international	454	693
Titulaires de contrats de service individuels recrutés sur le plan local	1 054	1 386
Nombre total de titulaires de contrats de service individuels	1 508	2 079
Total des effectifs de l'ONU DI	2 200	2 797

Tableau 2
Fonctionnaires recrutés sur le plan international par classe,
lieu d'affectation et sexe
au 31 décembre 2020

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de liaison			Prêt ou détachement			Total général		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Série 100 du Règlement du personnel															
DG			0	1		1			0			0	1	0	1
D-2	5	1	6			0			0			0	5	1	6
D-1	4	1	5	8	2	10			0			0	12	3	15
P-5	1	1	12	34	16	50	2		2			0	47	17	64
P-4		1	1	42	33	75		1	1			0	42	35	77
P-3	1		1	27	11	38	1		1			0	29	11	40
P-2			0	2	5	7			0			0	2	5	7
Total partiel (série 100)	21	4	25	114	67	181	3	1	4	0	0	0	138	72	210
Série 200 du Règlement du personnel															
L-6			0	1		1			0	4	1	5	5	1	6
L-5	3		3	1	1	2			0			0	4	1	5
L-4		1	1	2	1	3			0	2	1	3	4	3	7
L-3	1	2	3	6	7	13			0	1	1	2	8	10	18
L-2	1	1	2	7	12	19			0			0	8	13	21
L-1			0	1		1			0		1	1	1	1	2
Total partiel (série 200)	5	4	9	18	21	39	0	0	0	7	4	11	30	29	59

Tableau 3
Fonctionnaires recrutés sur le plan local par classe,
lieu d'affectation et sexe
au 31 décembre 2020

	Bureaux hors Siège			Siège			Bureaux de liaison			Prêt ou détachement			Total général		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Série 100 du Règlement du personnel															
NO-4	18	11	29							1			19	11	30
NO-3	8	3	11							1			9	3	12
NO-2	2		2										2	0	2
NO-1			0							2	2		2	2	4
Total partiel (NO série 100)	28	14	42							4	2		32	16	48
G-7						0			0			0	0	0	0
G-6	3	13	16	25	62	87		1	1		1	1	28	77	105
G-5	2	18	20	41	42	83		1	1		1	1	43	62	105
G-4	3	6	9	32	11	43	1		1		3	3	36	20	56
G-3	26		26	26	2	28			0	1	2	3	53	4	57
G-2			0	16		16			0				16	0	16
Total partiel (G série 100)	34	37	71	140	117	257	1	2	3	1	7	8	176	163	339
Série 300 du Règlement du personnel															
G-5				3	1	4							3	1	4
G-4				8	7	15							8	7	15
G-3				6	9	15							6	9	15
G-2				2		2							2	0	2
Total partiel (G série 300)				19	17	36							19	17	36

Tableau 4
 Nombre total d'employés ayant le statut de fonctionnaire
 par classe et sexe
 au 31 décembre 2020

	Femmes	Hommes	Femmes	Total
DG		1	0,0 %	1
D-2	1	5	16,7 %	6
D-1	3	12	20,0 %	15
P-5	17	47	26,6 %	64
P-4	35	42	45,5 %	77
P-3	11	29	27,5 %	40
P-2	5	2	71,4 %	7
Total partiel	72	138	34,3 %	210
NO-4	11	19	36,7 %	30
NO-3	3	9	25,0 %	12
NO-2		2	0,0 %	2
NO-1	2	2	50,0 %	4
Total (NO)	16	32	33,3 %	48
G-6	77	28	73,3 %	105
G-5	63	46	57,8 %	109
G-4	27	44	38,0 %	71
G-3	13	59	18,1 %	72
G-2		18	0,0 %	18
Total (G)	180	195	48,0 %	375
L-6	1	5	16,7 %	6
L-5	1	4	20,0 %	5
L-4	3	4	42,9 %	7
L-3	10	8	55,6 %	18
L-2	13	8	61,9 %	21
L-1	1	1	50,0 %	2
Total (L)	29	30	49,2 %	59
Total général	297	395	42,9 %	692

Tableau 5
Experts et consultants titulaires de contrats de service individuels
entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020

	Siège			Bureaux hors Siège			Bureaux de liaison			Total		
	F	H	Total partiel	F	H	Total partiel	F	H	Total partiel	F	H	Total
Non-fonctionnaires recrutés sur le plan international	138	106	244	111	327	438	7	1	8	256	434	690
Non-fonctionnaires recrutés sur le plan local	62	32	94	493	795	1 288	0	0	0	555	827	1 382
Total général	200	138	338	604	1 122	1 726	7	1	8	811	1 261	2 072
	Siège 16 %			Bureaux hors Siège 83 %			Bureaux de liaison 0 %					

APPENDICE K
PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL
 Situation au 31 décembre 2020

Catégorie/Module d'apprentissage	Cours en ligne	Nombre total de participants	Nombre total d'heures-participant
I. Orientation pour le personnel du Siège et des bureaux hors Siège			
Réunion d'information sur la gestion de la performance du personnel et le nouveau plan de recrutement	En partie	65	83
Total partiel		65	83,0
II. Formation et perfectionnement des cadres			
Évaluation à 360 degrés et accompagnement professionnel individualisé	Oui	1	6
Séminaire-retraite du Conseil de direction	Oui	43	537,5
Séminaire-retraite du Conseil de direction élargi	Oui	89	178
Formation à l'encadrement pour l'équipe de pays des Nations Unies en Jordanie	Non	1	32
Oxford Women's Leadership Development Programme	Oui	2	240
UN Leadership Deep Dive – Transforming Self and Systems	Oui	1	25
Cours de l'École des cadres du système des Nations Unies (UNSSC) intitulé « Leadership, Women and the UN »	Oui	3	133,5
Total partiel		140	1 152,0
III. Mise à niveau des compétences techniques			
Cours de perfectionnement sur la technologie des installations de réfrigération (module 3)	Non	1	36
Formation en hygiène de l'air (VDI6022/ON6021)	Non	2	32
Cours de rédaction de rapports d'audit	Oui	3	48
Réunion d'information sur le nouveau système de gestion des factures	Oui	270	405
Comment nouer un partenariat fructueux avec l'Union européenne	Oui	155	465
Cours de révision pour les experts agréés en lutte antifraude	Oui	6	192
Encadrement et innovation en matière de design	Oui	1	16
Conception de solutions vidéo pour les réseaux	Oui	1	6
Diplôme en passation de marchés publics stratégiques – niveau 4 (reconnu par le CIPS)	Oui	1	40
Groupes de pression dans l'Union européenne : méthodes et outils	Oui	1	16
Session d'information sur le recouvrement intégral des coûts	Oui	127	142,5
Certificat professionnel de HarvardX en science des données	Oui	1	112,5
Comment saisir des données dans les tableurs CATS pour le recouvrement intégral des coûts	Oui	237	349

Catégorie/Module d'apprentissage	Cours en ligne	Nombre total de participants	Nombre total d'heures-participant
Cours de perfectionnement en autodidacte sur l'utilisation du logiciel Intella	Oui	1	21
Statistiques internationales sur les marchandises et le commerce	Oui	1	30
Formation « Blue Marble Evaluation » du programme IPDET	Oui	2	60
Certificat d'initiation à la passation de marchés publics – niveau 2 (reconnu par le CIPS)	Oui	1	32
Technologie des réseaux pour l'audio et la vidéo et technologie des médias	Oui	6	42
Fondamentaux de la vidéo pour les réseaux	Oui	1	12
Communication en ligne et présence en ligne	Oui	16	72
Partenariats avec les institutions financières et le secteur privé et garanties environnementales et sociales	En partie	23	26,5
Séminaire sur l'audit de la performance	Non	1	16
Cohérence des politiques de développement durable	Oui	1	30
Cours de remise à niveau sur les volets de protection contre l'incendie	Non	3	24
Session de partage : atelier du Réseau d'innovation des Nations Unies	Non	36	54
Encadrement stratégique en matière de ressources humaines	Oui	1	12
Guide d'introduction aux fondamentaux du Programme de développement durable à l'horizon 2030	Oui	1	3,5
Formation et certification des spécialistes de la protection contre l'incendie	Non	1	24
Formation à la rédaction	Oui	33	462
Formation sur le stockage de l'électricité	Oui	17	136
Formation à l'utilisation de tours (de type PROFI 1000/180N)	Non	8	16
Webinaires de l'ONUUDI sur le Fonds vert pour le climat à l'intention des bureaux hors Siège et des divisions régionales	Oui	41	41
Webinaire sur la fraude, la dénonciation d'abus et la gestion des risques	Oui	2	12
Total partiel		1 002	2 986,0
IV. Formation aux technologies de l'information			
Réunion d'information sur le nouveau portail de services de l'ONUUDI (TopDesk)	Oui	131	131
Total partiel		131	131,0

Catégorie/Module d'apprentissage	Cours en ligne	Nombre total de participants	Nombre total d'heures-participant
V. Mise à niveau des compétences générales			
Atelier sur l'intelligence émotionnelle et l'empathie	Non	24	52
Je connais le genre (modules fondamentaux)	Oui	59	147,5
Code de conduite éthique de l'ONUDI	Oui	273	546
Nous continuons à apprendre à l'ONUDI (conversation)	Oui	21	31,5
Nous restons connectés à l'ONUDI (conversation)	Oui	28	32
Total partiel		405	809,0
VI. Équilibre entre vie professionnelle et vie privée, méditation et santé			
Atelier de relaxation mentale	Oui	43	86
Techniques simples de méditation	Oui	84	84
Votre santé mentale compte	Oui	100	150
Total partiel		227	320,0
VII. Bien-être du personnel			
Sensibilisation aux questions de sécurité (BSAFE)	Oui	52	104
Total partiel		52	104,0
VIII. Formation linguistique			
	Oui	96	3 072,0
Total partiel		96	3 072,0
IX. Formation externe spécialisée			
L'Accord de Paris sur les changements climatiques, un programme de développement	Oui	1	36
Total partiel		1	36,0
X. Autres			
Plateforme d'apprentissage en ligne <i>LinkedIn Learning</i> (cours en autodidacte)	Oui	913	1 532,0
Total partiel		913	1 532,0
TOTAL GÉNÉRAL		3 032	10 225,0

APPENDICE L

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

<i>Titre</i>	<i>Description de la publication</i>
International Yearbook of Industrial Statistics 2020 ISBN 978 1 78990 570 0 (format papier) ISBN 978 1 78990 571 7 (format électronique)	Cette publication annuelle de l'ONUDI (coéditée par Edward Elgar Publishing Ltd.) fournit des statistiques mondiales sur l'ampleur, la croissance et la structure du secteur manufacturier, présente sur les pays des données qui reflètent leur niveau d'industrialisation et facilite les comparaisons internationales de données relatives aux activités manufacturières. Elle peut être commandée à l'adresse https://www.unido.org/resources-publications-flagship-publications/international-yearbook-industrial-statistics .
World Statistics on Mining and Utilities 2020 ISBN 978 1 78897 457 8 (format papier) ISBN 978 1 78897 458 5 (format électronique)	Cette publication biennale de l'ONUDI (coéditée par Edward Elgar Publishing Ltd.) fournit des statistiques qui se prêtent aux comparaisons internationales sur les secteurs de l'extraction minière et de l'énergie. https://www.e-elgar.com/shop/gbp/world-statistics-on-mining-and-utilities-2020-9781800375208.html
World Manufacturing Production – Statistiques trimestrielles pour le quatrième trimestre 2019 et les premier, deuxième et troisième trimestres 2020	Ce rapport trimestriel fournit des statistiques sur les tendances actuelles de l'industrie manufacturière mondiale et en présente une brève analyse. Il s'appuie sur les indices de la production industrielle de chaque pays. Il est disponible à l'adresse http://stat.unido.org/ .
World Manufacturing Production – Statistiques mensuelles de mars à septembre 2020	Cette synthèse mensuelle fournit des statistiques sur les tendances actuelles de l'industrie mondiale. Élaborée à partir des indices mensuels disponibles de la production industrielle, elle est disponible à l'adresse http://stat.unido.org/ .
Plateforme de données sur la COVID-19	La plateforme de données sur la COVID-19 fournit des statistiques sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'activité manufacturière. Les données les plus récentes sont disponibles à l'adresse https://stat.unido.org/COVID-19 .
Competitive Industrial Performance (CIP) Report 2018	L'ONUDI a créé une mesure composite pour classer les pays en fonction de la performance compétitive de leur industrie. Outre cet indice classique de la performance compétitive de l'industrie, le rapport de 2018 a présenté, pour la première fois, une mesure ajustée en fonction de critères environnementaux, en prenant en compte les émissions de CO ₂ de la production industrielle. Il est disponible à l'adresse http://stat.unido.org/ .
Statistical indicators of inclusive and sustainable industrialization 2019	Cette publication statistique suit les indicateurs relatifs à l'objectif de développement durable n° 9, dont l'ONUDI est l'organisme responsable. Elle est disponible, au format électronique, à l'adresse http://stat.unido.org/ .
How Industrial Development Matters to the Well-Being of the Population	Ce rapport démontre, statistiques à l'appui, que le développement industriel est étroitement lié aux conditions et à la qualité de vie de la population. Il est disponible à l'adresse

Titre	Description de la publication
<p>Éditions 2020 des bases de données de l'ONUDI pour les statistiques industrielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Base de statistiques industrielles couvrant les classes à 3 et 4 chiffres de la CITI (INDSTAT4) (troisième et quatrième versions révisées) • Base de statistiques industrielles couvrant les classes à 2 chiffres de la CITI (INDSTAT2) (troisième version révisée) • Base de données sur l'équilibre entre l'offre et la demande industrielles (ISDB), couvrant les classes à 4 chiffres de la CITI • Base de données statistiques sur l'industrie extractive et l'énergie (MINSTAT), couvrant les classes à 2 et 3 chiffres de la CITI (troisième et quatrième versions révisées) • Base de données sur la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière (MVA) • Base de données sur la performance compétitive de l'industrie (CIP) • Données relatives à l'objectif de développement durable n° 9 	<p>https://stat.unido.org/content/publications/how-industrial-development-matters-to-the-well-being-of-the-population.</p> <p>Ces produits statistiques numériques (également disponibles sur CD-ROM) réunissent des statistiques industrielles essentielles au niveau le plus détaillé de la Classification internationale type par industrie (CITI). Leurs interfaces conviviales facilitent le référencement des métadonnées ainsi que la recherche, l'exportation et l'exploitation des données. Les bases de données sont disponibles à l'adresse http://stat.unido.org/.</p>
<p>Value added in industrial statistics and national accounts</p>	<p>https://stat.unido.org/SDG</p> <p>Cette étude présente les estimations relatives à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière obtenues à partir de deux sources différentes.</p> <p>https://stat.unido.org/content/publications/value-added-in-industrial-statistics-and-national-accounts</p>

<i>Titre</i>	<i>Description de la publication</i>
Handbook on Statistics for Economies Based on Natural Resources	<p>Ce manuel s'intéresse à l'essor rapide de l'industrie extractive, qui génère des revenus considérables et entraîne une forte croissance dans les économies fondées sur l'exploitation des ressources naturelles.</p> <p>https://stat.unido.org/content/publications/handbook-on-statistics-for-economies-based-on-natural-resources</p>
Saudi Arabia Country Competitiveness Profile 2019	<p>Ce rapport compare la compétitivité de l'industrie manufacturière de l'Arabie saoudite avec celle de trois autres pays : l'Afrique du Sud, le Brésil et la Turquie.</p> <p>https://stat.unido.org/content/publications/saudi-arabia-country-competitiveness-profile-2019</p>
African industrial competitiveness report: An overview of the manufacturing industry in the region	<p>Ce rapport sur la compétitivité industrielle de l'Afrique s'appuie essentiellement sur l'indice de la performance compétitive de l'industrie élaboré par la Division des études statistiques de l'ONUUDI. Il présente un tableau détaillé de la compétitivité industrielle en Afrique et dans ses sous-régions, mettant en évidence les tendances récentes et les niveaux actuels de compétitivité, ainsi que les points sur lesquels les données manquent le plus.</p> <p>https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/UNIDO%20African%20Industrial%20Competitiveness%20Report.pdf</p>